

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2019/30673]

**27 JUIN 2019. — Arrêté ministériel interdisant temporairement la circulation en forêt pour limiter la propagation de la peste porcine africaine**

Le Ministre de la Nature et de la Ruralité,

Vu le décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier, l'article 14 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2009 relatif à l'entrée en vigueur et à l'exécution du décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier, l'article 19, alinéa 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup> ;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, les articles 3, § 1<sup>er</sup>, et 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup> ;

Vu l'urgence motivée par le fait que la crise sanitaire que constitue la peste porcine africaine est une crise grave et très rapidement évolutive qui requiert une prise de décision immédiate ;

Que l'avis scientifique du Comité scientifique de l'AFSCA relatif au risque d'introduction de la peste porcine africaine (PPA) dans les exploitations porcines associé à une reprise des travaux dans les forêts en zone II (faune sauvage contaminée par la PPA) a été rendu le 4 juin 2019. Qu'il s'agit là d'une information essentielle qui est de nature à influencer et à appuyer les prises de décision fixées dans le présent arrêté ;

Qu'un pic d'épidémie de la peste porcine africaine est attendu au sein de la population des sangliers dans la zone infectée, après une période d'accalmie de l'extension de l'épidémie grâce aux mesures de lutte contre la propagation et la transmission adoptées par la Région wallonne, en raison de l'augmentation de leur population suite aux mises bas qui ont lieu à la fin du printemps et au début de l'été ;

Que les décisions qui sont matérialisées dans le présent arrêté ministériel sont également le résultat d'une réflexion quotidienne et affinée en fonction des données de terrain recueillies quant à l'évolution de la maladie au regard des opérations de destruction de grande envergure par piégeage et tir de nuit, de recherche et d'évacuation des carcasses et des résultats obtenus par la mise en œuvre des mesures de biosécurité ;

Que ces différents paramètres sont évolutifs et ne peuvent donc être complètement anticipés ;

Qu'il convient donc d'adopter un arrêté ministériel qui contient des dispositions qui correspondent aux données récoltées sur le terrain les plus à jour possible et, qu'en conséquence, un délai de trente jours pour solliciter l'avis de la section législation du Conseil d'Etat était de nature à rendre ces données dépassées ;

Qu'au regard de ces différents éléments l'urgence est rencontrée ;

Vu l'avis 66.374/4 du Conseil d'Etat, donné le 26 juin 2019, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1, 3<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant qu'en application de la Directive 2002/60 du Conseil du 27 juin 2002 établissant des dispositions spécifiques pour la lutte contre la peste porcine africaine et modifiant la directive 92/119/CEE, en ce qui concerne la maladie de Teschen et la peste porcine africaine, et depuis la confirmation le 13 septembre 2018 d'un cas primaire de peste porcine africaine, la Région wallonne est obligée de prendre immédiatement plusieurs dispositions en vue de freiner et d'éviter la propagation de la maladie, dont la délimitation d'une zone infectée et des mesures appropriées à y appliquer ;

Que ces dispositions peuvent être adaptées au fur et à mesure de l'évolution de la situation sanitaire ;

Que les dispositions envisagées, lorsqu'elles sont adoptées, sont établies selon les recommandations des experts européens spécialisés dans la gestion de la peste porcine africaine ;

Considérant que le milieu et domaine de vie de l'espèce sanglier, seule susceptible d'être infectée par le virus de la peste porcine africaine, est principalement le milieu forestier ;

Que le maintien de la circulation en forêt présente un risque réel de dispersion du virus vers des zones boisées non infectées, et donc accroît le risque d'une propagation vers des exploitations porcines d'élevage ;

Qu'une gestion inadéquate de la maladie entraînerait des conséquences économiques catastrophiques et désastreuses pour l'ensemble du territoire de la Région wallonne et, plus largement, pour le Royaume de Belgique ;

Qu'il revient de promouvoir la prudence par le confinement de l'épidémie et l'adoption de mesures strictes en ce sens ;

Qu'en conséquence, il a été ordonné l'interdiction de toute circulation en forêt ;

Considérant que la gestion de la maladie requiert toutefois de permettre l'accès dans la zone infectée aux personnes chargées de la lutte contre cette maladie ;

Que cette lutte se matérialise au travers de différentes mesures adoptées par la Région wallonne, dont notamment par des opérations de destruction de grande envergure par piégeage et tirs de nuit, par l'installation d'un réseau de clôtures de plus de 190 kilomètres de long, par d'intenses opérations de prospection et d'évacuation des carcasses des sangliers et par la mise en œuvre de mesures de biosécurité ;

Que la conjugaison du confinement de l'épidémie et des mesures de lutte adoptées est efficace dans la mesure où les résultats de piégeage et les taux de mortalité des sangliers constatés au cours de la seconde moitié du premier semestre de l'année 2019 tendent à indiquer une accalmie de l'extension géographique de l'épidémie ;

Qu'en effet, il ressort des derniers recensements effectués à cette période sur le terrain une diminution de la concentration des sangliers depuis la découverte du cas primaire de peste porcine africaine ;

Considérant que l'évolution de l'épidémie doit, toutefois, être relativisée dans la mesure où la période de la fin du printemps et du début de l'été est celle qui fait suite à des mises bas ;

Que la population de sangliers a et va considérablement augmenter intensifiant davantage les échanges entre groupes d'individus inhérents à la biologie de l'espèce ;

Que les surfaces des domaines vitaux vont progressivement s'élargir ;

Qu'en raison de l'épidémie active dans le milieu forestier, ces interactions et déplacements plus larges vont entraîner inévitablement, selon des analyses épidémiologiques, une recrudescence de l'épidémie par un nouveau pic de mortalité entraînant une augmentation du nombre de cadavres et, donc, un risque de propagation accru de la peste porcine africaine (European Food Safety Authority (EFSA), Epidemiological analyses of African swine fever in the European Union (November 2017 until November 2018, doi :10.2903/j.efsa.2018.5494) ;

Que la Région wallonne se doit, donc, de maintenir tous ses efforts et toutes les mesures adoptées jusqu'alors pour pérenniser sa lutte contre la propagation de la peste porcine africaine et l'éradiquer le plus rapidement possible ;

Qu'il en va de la protection de l'intérêt général ;

Considérant toutefois que moyennant certaines précautions de sécurité et de biosécurité, il y a lieu de déroger à cette interdiction générale de circulation en forêt pour un nombre limité d'ayant-droits, dans un souci de sécurité publique ou pour permettre l'accessibilité à certains domiciles ;

Que de nombreuses activités de type forestières, agricoles, piscicoles et touristiques sont impactées par l'interdiction générale de circulation en forêt nécessaire pour assurer le confinement de l'épidémie de la peste porcine africaine ;

Que l'évaluation d'octroi de dérogation d'ordre individuel à leur égard, à l'aide d'études scientifiques, est appréciée en vue de permettre une reprise de ces activités sans que cela ne puisse porter atteinte aux mesures de lutte visant à la protection de l'intérêt général ;

Qu'une mise en balance des intérêts en présence doit donc être effectuée ;

Considérant qu'un avis sur le risque d'introduction de la peste porcine africaine dans les exploitations porcines associé à une reprise des travaux dans les forêts en zone II (contaminée par la PPA) a été sollicité auprès du Comité scientifique de l'AFSCA afin de déterminer si une reprise des activités et exploitations de type forestières est envisageable compte tenu de l'évolution de l'épidémie ;

Que cet avis (avis rapide n° 09-2019 - Risque d'introduction de la peste porcine africaine (PPA) dans les exploitations porcines associé à une reprise des travaux dans les forêts en zone II (faune sauvage contaminée par la PPA) (dossier SciCom 2019/10)) a été rendu par le Comité scientifique de l'AFSCA le 4 juin 2019 ;

Que le Comité scientifique de l'AFSCA évalue le risque de transmission indirecte via les personnes et le matériel vers des zones non contaminées via la reprise des activités forestières (à savoir, la préparation des sols – y compris l'apport d'amendements, les plantations et semis, l'élagage de branches, le marquage d'arbres en éclaircie et l'exploitation forestière) comme « modéré », soit le niveau 3 dans l'échelle de qualification des risques qui en compte 4 ;

Qu'aux termes de son avis, le Comité scientifique de l'AFSCA « ne recommande pas à l'heure actuelle la reprise des travaux forestiers, non en raison du risque d'introduction du virus dans les exploitations porcines mais bien du risque de sa propagation en faune sauvage » ;

Que cette considération et la recommandation qui est formulée sont justifiées au regard « du caractère invasif des travaux dans les forêts [et de la] forte probabilité d'entrer en contact avec des substances contaminées » ;

Que les activités et exploitations de type forestières sont réalisées en milieu forestier, soit là où l'épidémie est la plus active et virulente ;

Qu'à la date du 3 juin 2019, la majorité des sangliers retrouvés morts positifs à la peste porcine africaine (96,4%) l'ont été dans l'écosystème forestier ou dans les zones humides, soit là où les activités et exploitations de type forestières sont réalisées ;

Qu'en effet, les sangliers atteints par la peste porcine africaine cherchent, en raison de la fièvre qui les accable, des zones fraîches et humides pour y mourir ;

Que dans son avis, le Comité scientifique de l'AFSCA précise encore que « les entreprises qui assurent les travaux évalués ici sont peu nombreuses et donc amenées à se déplacer, avec leur matériel, dans de nombreux lieux d'exploitation dans le pays, lieux qui constituent le biotope naturel des sangliers et qui sont géographiquement distants. Vu le caractère invasif des travaux dans les forêts, il existe une forte probabilité d'entrer en contact avec des substances contaminées (cadavres, excréments) en zone II. De plus, le virus de la PPA montre une haute persistance dans les substances biologiques et donc dans l'environnement. En raison de ces deux facteurs, le risque de propagation du virus est considérable. » ;

Qu'en outre, une exploitation forestière, aussi limitée et ponctuelle soit-elle, reste nécessairement bruyante et invasive, et est donc susceptible de faire fuir les sangliers de la zone, comme le considère l'ANSES dans un avis du 24 janvier 2019 (saisine n°2018-SA-0250) relatif à l'évaluation de l'impact des activités en forêt sur le risque de diffusion de la peste porcine africaine sur le territoire national, par le dérangement des sangliers ;

Que le risque de transmettre et propager la peste porcine africaine par l'accès au milieu forestier pour assurer les activités et exploitations de type forestières est donc réel et s'en trouve, par ailleurs, majoré par le pic d'épidémie à venir en raison des mises bas ;

Considérant que le seul cas connu de succès de l'éradication de la peste porcine africaine en Europe est celui de la République tchèque ;

Que la stratégie mise en place par ce pays est celle de l'interdiction d'activités en forêt dans la zone infectée, sauf pour ce qui relève de la lutte contre la peste porcine africaine (Petr Satran, From ASF infection in wild boar to eradication and free status recovery in the Czech Republic, GF-TADs, Praha, 11.3.2019) ;

Que ce succès et les conclusions de l'avis rendu par le Comité scientifique de l'AFSCA sont de nature à indiquer que les activités et exploitations de type forestières sont à proscrire au maximum pour éviter la propagation de la peste porcine africaine ;

Que ce n'est que pour des raisons impératives de type sanitaire que la circulation en milieu forestier pourrait être envisagée ;

Que ceci est encore corroboré par les experts européens en matière de peste porcine africaine (REPORT ASF Expert Mission to Belgium, EUVET Initiative, 7-8 January 2019, by Vittorio GUBERTY - ISPRA, Italy) ;

Considérant néanmoins que concomitamment à l'épidémie de la peste porcine africaine qui sévit en Région wallonne, les forêts gaumaises subissent une crise sanitaire supplémentaire par le développement exponentiel de la population d'un insecte ravageur (scolyte ou « ips typographe ») des arbres résineux, spécifiquement l'épicéa ;

Qu'il convient, à des fins de protection et de préservation de l'écosystème forestier, d'endiguer au maximum la pullulation de cet insecte afin d'éviter une déstabilisation des peuplements forestiers profonde et durable, une perturbation dans la gestion des propriétés ainsi qu'une perturbation paysagère ;

Que la préservation et la protection de l'écosystème forestier relève aussi d'un intérêt général ;

Que la seule gestion efficace contre la colonisation massive des épicéas par des scolytes est celle de l'évacuation dans les quatre semaines de tout arbre nouvellement attaqué par le ravageur ;

Qu'à cette fin et dans ce contexte spécifique, il est envisageable et opportun de déroger, moyennant certaines précautions de sécurité et de biosécurité identiques à celles imposées au personnel menant à bien les activités de prospection de cadavres de sangliers et sous réserve de vérifications in situ quant à la présence ou non de carcasses de sangliers potentiellement infectés, à l'interdiction générale de circulation en forêt pour permettre l'exploitation des seuls peuplements d'épicéas scolytés ;

Qu'il s'agit là d'un équilibre entre la poursuite obligatoire de la lutte contre la peste porcine africaine et la nécessité d'éviter la prolifération des scolytes à l'ensemble du territoire de la Région wallonne ;

Considérant par ailleurs également certaines activités économiques de types agricoles, piscicoles, d'intérêts culturels et touristiques impactées par les mesures adoptées en matière de lutte contre la peste porcine africaine dans la zone infectée ;

Qu'au même titre que les activités et exploitations de type forestières, il y a lieu d'apprécier si une reprise rapide de ces activités peut être envisagée sans porter atteinte aux mesures de sécurité et de biosécurité adoptées pour lutter efficacement contre l'épidémie et éviter sa propagation ;

Considérant que le virus de la peste porcine africaine est un virus résistant lorsqu'il est associé à de la matière organique ;

Que le virus peut persister sous une forme viable plusieurs semaines dans le sang et dans les cadavres (même putréfiés) d'animaux infectés, ceci dans des gammes de températures dites « ambiantes » (variables selon les saisons et/ou les régions et/ou le niveau d'enfouissement dans le sol le cas échéant) ;

Que le virus demeure infectieux beaucoup moins longtemps, de l'ordre de quelques jours, dans les excréments (féces, urine) des sangliers malades, d'autant plus qu'ils sont soumis à des aléas climatiques de nature à encore altérer la viabilité du virus ;

Que la survie du virus est par ailleurs très limitée dans la salive ainsi que dans l'air, notamment dans les régions humides et/ou ensoleillées ;

Que, donc, un gradient décroissant de résistance du virus depuis une carcasse infectée jusqu'à un support inorganique (de type route bitumée ou chemins empierrés) peut être constaté (Avis de l'ANSES Saisine n° 2018-SA-0237 relatif à « la mise à jour des connaissances sur les méthodes et procédés d'inactivation du virus de la peste porcine africaine (PPA) » ;

Qu'en conséquence, la durée de survie du virus est beaucoup plus courte sur les routes et les chemins empierrés, du fait de son exposition aux aléas climatiques et au lessivage des matières organiques, qu'elle ne l'est en forêt ;

Que cette différence explique que l'appréciation des risques et la mise en balance des intérêts en présence aboutit à un traitement différencié des accès qui ont lieu uniquement sur des routes et des chemins empierrés, qui présentent un risque faible, par rapport aux accès au milieu forestier lui-même, qui présentent un risque élevé ;

Considérant que les activités de type agricoles sont essentiellement des activités de culture et d'élevage de bovins ;

Que les champs et pâtures pour exercer ces activités sont en milieu ouvert, en dehors du milieu forestier ;

Que le risque de propagation de la peste porcine africaine par les excréments des sangliers malades qui seraient potentiellement présents dans les champs et pâtures est considéré comme faible en raison de la nature même de leur matrice et de leur exposition aux aléas climatiques hors forêt ;

Considérant qu'un nombre très limité de cadavres a été retrouvé à proximité de chemins empierrés et donc que la probabilité de contact est limitée ;

Que l'absence des paramètres de propagation que sont le milieu forestier - qui est la zone d'incubation de l'épidémie - et le gradient de résistance au virus démontre que le risque de propagation de la peste porcine africaine pour l'exercice des activités de type agricole est faible pour autant que l'accès au champ ou à la pâture soit possible par des chemins empierrés ;

Que ce risque n'est pas majoré pour un champ ou une pâture qui se situe sur un terrain accessible en forêt par des chemins empierrés ;

Qu'enfin les activités de type agricoles ne sont pas de nature à induire un risque de propagation de la peste porcine africaine vers des zones boisées non contaminées ;

Que le risque zéro de propagation de la peste porcine africaine par l'exercice de ce type d'activité ne peut être garanti mais qu'il demeure toutefois réduit eu égard de la persistance et de la résistance du virus en ce milieu ainsi qu'aux mesures proportionnées pour éviter la propagation de l'épidémie ;

Qu'à cette fin et dans ce contexte spécifique, il est envisageable et opportun de déroger, moyennant le respect de conditions fixées, à l'interdiction générale de circulation en forêt pour permettre la reprise de ces activités ;

Considérant que les activités de type piscicole ou halieutique sont, tout comme les activités de type agricole, des activités qui se déroulent en dehors du milieu forestier ;

Que si certaines activités de type piscicole ou halieutique se déroulent dans des zones fraîches et humides, elles se réalisent en bordure de plans d'eau aménagés et régulièrement fréquentés et dérangés par les activités humaines, qu'en conséquence ces endroits ne sont pas de nature à attirer préférentiellement des sangliers potentiellement infectés, lesquels privilégieront le milieu forestier où règne la quiétude pour y mourir ;

Que l'arrêté du Gouvernement wallon du 08 décembre 2016 relatif aux conditions d'ouverture et aux modalités d'exercice de la pêche précise en outre que la pêche est interdite dans les cours d'eau de la zone d'eau vive là où ils traversent un bois bénéficiant du régime forestier ;

Qu'il est avéré que la résistance du virus depuis une carcasse infectée est importante par rapport aux excréments ;

Que, toutefois, le risque de découverte d'un cadavre de sanglier infecté est faible dans les lieux où ce type d'activité sont exercées par rapport au milieu forestier ;

Que l'activité humaine réalisée autour de ces zones halieutiques et piscicoles sont de nature à déranger la quiétude du sanglier qui recherchera préférentiellement des zones humides tranquilles localisées dans son domaine vital ;

Que l'accès à l'exercice de ce type d'activité ne peut être réalisé que par des routes ou des chemins empierrés ;

Que, par ailleurs, la propagation du virus dans l'eau ne constitue pas un paramètre de propagation probant dans la mesure où il est dilué dans une masse d'eau importante ;

Que le risque zéro de propagation de la peste porcine africaine pour l'exercice de ce type d'activité ne peut être garanti mais qu'il demeure toutefois réduit eu égard aux obligations qui réglementent l'exercice de ces activités ;

Qu'en outre, ces activités sont soumises au respect de conditions identiques à celles des activités de type agricoles notamment quant à l'accessibilité ;

Que, compte tenu de ces différents paramètres, il est envisageable et opportun de déroger à l'interdiction générale de circulation en forêt pour permettre la reprise des activités piscicoles ou halieutiques ;

Considérant qu'un raisonnement similaire peut être poursuivi pour ce qui relève des zones d'intérêts culturels et/ou touristique ;

Que ce genre d'activités si elles ont lieu en intérieur peuvent être organisées sans contraintes, sous réserve que l'accès aux terrains situés en forêt soit réalisé par des routes ou des chemins empierrés ;

Que si ces activités ont lieu en extérieur, elles ne peuvent avoir lieu en milieu forestier ;

Que le risque de propagation de la peste porcine africaine est considéré comme faible dans les lieux d'hébergement touristique en camping ou de plein air, localisée ou enclavée dans les bois et forêts, du fait de l'activité humaine qui s'y déroule ;

Que dans la mesure où l'accès à ces activités touristiques est effectué par des routes et/ou des chemins empierrés, le risque de propagation de la maladie est faible ;

Qu'il apparait, dans ces circonstances, envisageable et opportun de déroger pour ces activités à l'interdiction générale de circulation en forêt pour permettre la reprise des activités d'intérêts culturels et des activités touristiques moyennant le respect de conditions fixées ;

Considérant la diminution de la charge virale « peste porcine africaine » dans certaines zones définies dans le descriptif littéraire repris en annexe située à l'intérieur de la zone infectée suite aux mesures de lutte adoptées ;

Considérant que le risque de dissémination du virus à partir d'un chemin ou d'un sentier par un utilisateur visé aux articles 20 et 21 du décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier qui est autorisé à emprunter ce type de voirie est minime et évalué à un risque faible dans les zones définies dans le descriptif littéraire repris en annexe ;

Que cette évaluation repose sur un avis (avis rapide n°10-2019) relatif à l'évaluation complémentaire du risque d'introduction du virus de la PPA dans les exploitations porcines associé à la réouverture des sentiers aux promeneurs en zone II (faune sauvage infectée par la PPA) établi par le Comité scientifique de l'AFSCA (dossier SciCom n°2019/09) qui la conditionne au respect de toutes les règles de biosécurité externe dans les exploitations porcines d'élevage, à la poursuite et au maintien de la gestion de la peste porcine africaine dans la zone infectée avec les mêmes moyens et à ce que les promeneurs reçoivent une information détaillée et respectent les consignes données ou affichées ;

Que dans cet avis, le Comité scientifique de l'AFSCA étudie le risque sur l'ensemble de la zone II, soit la zone définie par l'Europe ;

Que néanmoins, à des fins de prudence et après un recensement de la zone infectée, seule une petite partie de celle-ci est susceptible de pouvoir être rendue accessible aux usagers visés par les articles 20 et 21 du décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier ;

Qu'un assouplissement des mesures d'interdiction de circulation en forêt à l'encontre de ces usagers et sur les seuls chemins et sentiers traversant les bois et forêts identifiés selon le descriptif littéraire repris en annexe n'est pas de nature à contrevenir à l'objectif de priorité absolue définie par les Autorités régionales et fédérales qui est celui de l'éradication de la maladie ;

Que cette étude est appuyée par celle de l'ANSES (Agence nationale française de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement du travail) qui a, dans un avis du 24 janvier 2019, relatif à « l'évaluation de l'impact en forêt sur le risque de diffusion de la Peste Porcine Africaine sur le territoire national, par le dérangement des sangliers en conséquences des activités humaines de loisir et d'exploitation forestière », considéré en son point « 3.4. Conclusions et recommandations du Gecu » que l'étude des différents facteurs de dérangement des sangliers permet de classer les activités humaines ou d'exploitation forestière selon leur impact qu'il est possible de distinguer en 3 groupes d'activités, ici classées selon l'importance décroissante du dérangement induit :

- Groupe 1 (4 activités les plus dérangeantes) : éclaircissement de parcelles par engins, coupe de bois (abattage de gros arbres), débardage et ramasseurs de champignons/bois de cerf (dans ce dernier cas, le dérangement est directement proportionnel à la fréquence et à la durée de ces activités, donc particulièrement impactant en pleine saison) ;

- Groupe 2 (7 activités moyennement dérangeantes) : quad, promeneurs avec chiens (sans laisse), course d'orientation, chargement de grumes, martelage, joggeur avec chien et photographes ;

- Groupe 3 (5 activités à plus faibles risque de dérangement) : groupes de randonneurs, sorties naturalistes, VTT, joggeurs et équitation ;

Considérant que le Service Public de Wallonie a procédé et continue à procéder à l'information du public tant à travers des fascicules ou feuillets d'information « La peste porcine africaine, agissons ensemble » que par des campagnes d'informations via tous les médias ;

Considérant que des instructions très précises de contrôle renforcé sur le terrain des mesures d'assouplissement de la circulation en forêt ont été données aux agents assermentés de l'Administration forestière ;

Considérant que les accès ponctuels, limités et encadrés ne devraient avoir qu'un impact marginal sur la quiétude du gibier et sur la dispersion éventuelle des sangliers malades,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Par dérogation aux articles 19 à 23 du décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier, il est interdit à quiconque de circuler dans les bois et forêts en dehors des routes au sens de l'article 2 du code forestier à l'intérieur des limites de la zone infectée, telles que définies à l'annexe de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 juin 2019 portant diverses mesures temporaires de lutte contre la peste porcine africaine chez les sangliers.

Les éventuelles autorisations d'accès obtenues sur la base des articles précités avant l'entrée en vigueur du présent arrêté sont suspendues.

Sont seuls autorisés à déroger à l'interdiction de l'alinéa 1<sup>er</sup>, dans la limite des seules interventions nécessaires à la gestion de la peste porcine africaine, notamment la détection de nouveaux foyers, la destruction des sangliers et l'élimination des cadavres de sangliers retrouvés morts ou abattus, et à condition qu'ils respectent les mesures de biosécurité préconisées, visées par l'article 1, alinéa 1, 4°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 juin 2019 portant diverses mesures temporaires de lutte contre la peste porcine africaine chez les sangliers, pour éviter la propagation de la maladie : le personnel du Département de la Nature et des Forêts et du Département de l'Etude du Milieu Naturel et Agricole du Service public de Wallonie et toute personne mandatée par ces départements, les titulaires du droit de chasse et leurs gardes assermentés, les propriétaires, le personnel du Réseau de Surveillance sanitaire de la Faune sauvage en Wallonie, le personnel de la protection civile, le personnel des services de police sanitaire, le personnel des polices fédérale et locale, le personnel soit des administrations soit d'entreprises spécialisées qui est chargé d'installer une clôture visant à limiter les déplacements des sangliers dans la zone infectée.

Ces personnes ont l'interdiction de pénétrer dans une exploitation porcine ou d'avoir un contact avec des porcs domestiques dans les septante-deux heures suivant toute intervention dans la zone infectée.

**Art. 2.** Par dérogation à l'article 1<sup>er</sup>, des interventions n'ayant pas de lien avec la gestion de la peste porcine africaine et qui nécessitent un accès hors route dans les bois et forêts de la zone infectée sont autorisées aux conditions suivantes :

1° l'intervention est effectuée dans l'exercice de leur fonction par les services de secours, par la protection civile, par les forces de police, par les agents et gestionnaires de réseaux d'adduction d'eau ou de réseaux électriques ou de gaz, par les agents d'Infrabel, par les agents des opérateurs de téléphonie mobile et par les agents ou délégués d'infrastructures communautaires ou d'intérêt public ;

2° sauf urgence vitale, l'intervention est notifiée préalablement par écrit au Chef de cantonnement territorialement compétent du Département de la Nature et des Forêts ;

3° la quiétude des bois et forêts est respectée de la manière la plus stricte ;

4° s'il y a accès en dehors des chemins empierrés, les mesures de désinfection du véhicule, des chaussures et de l'équipement utilisés sont mises en œuvre conformément aux instructions reçues du Département de la Nature et des Forêts ;

5° en cas de découverte d'un cadavre de sanglier, le cadavre ne peut en aucun cas être approché ou touché, et l'agent de triage territorialement compétent du Département de la Nature et des Forêts est immédiatement averti ;

6° les intervenants et leurs véhicules ont l'interdiction de pénétrer dans une exploitation porcine ou d'avoir un contact avec des porcs domestiques dans les septante-deux heures qui suivent les mesures de désinfection ;

Si le Département de la Nature et des Forêts constate le non-respect d'une des conditions susvisées, il peut interdire l'accès aux personnes concernées.

**Art. 3.** Par dérogation à l'article 1<sup>er</sup>, les personnes dont le domicile est situé dans les bois et forêts de la zone infectée et qui ne peuvent pas y accéder par une route, sont autorisées à y circuler hors route aux conditions suivantes :

1° l'autorisation est limitée au seul accès audit domicile ;

2° l'accès se fait par la voie carrossable la plus directe ;

3° l'itinéraire emprunté est communiqué par écrit au Chef de cantonnement territorialement compétent du Département de la Nature et des Forêts ;

4° la quiétude des bois et forêts est respectée de la manière la plus stricte ;

5° s'il y a accès en dehors des chemins empierrés, les mesures de désinfection du véhicule et éventuellement des chaussures sont mises en œuvre conformément aux instructions reçues du Département de la Nature et des Forêts ;

6° en cas de découverte d'un cadavre de sanglier, le cadavre ne peut en aucun cas être approché ou touché, et l'agent de triage compétent du Département de la Nature et des Forêts est immédiatement averti ;

7° les personnes visées par le présent article, et leurs véhicules ont l'interdiction de pénétrer dans une exploitation porcine ou d'avoir un contact avec des porcs domestiques.

**Art. 4.** Les propriétaires et occupants qui ont un terrain utilisé à des fins agricole, piscicole ou halieutique enclavé dans les bois et forêts de la zone infectée et qui ne peuvent pas y accéder par une route, mais bien par un chemin empierré et qui souhaitent y accéder, en vue de leur exploitation, sans que leur intervention puisse attendre la fin de la période d'interdiction, introduisent une demande préalable écrite et motivée au Chef de cantonnement territorialement compétent du Département de la Nature et des Forêts. Celui-ci peut délivrer une autorisation d'accès impliquant au minimum le respect de conditions suivantes :

1° l'autorisation est limitée au seul accès audit terrain utilisé à des fins agricole, piscicole ou halieutique enclavé ;

2° l'itinéraire emprunté est communiqué par écrit au Chef de cantonnement territorialement compétent du Département de la Nature et des Forêts ;

3° il est strictement interdit de quitter le chemin empierré avant d'avoir atteint le terrain enclavé ;

4° la quiétude des bois et forêts est respectée de la manière la plus stricte ;

5° en cas de découverte d'un cadavre de sanglier, le cadavre ne peut en aucun cas être approché ou touché, et l'agent de triage compétent du Département de la Nature et des Forêts est immédiatement averti ;

6° les personnes visées par le présent article, leurs véhicules et engins d'exploitation ont l'interdiction de pénétrer dans une exploitation porcine ou d'avoir un contact avec des porcs domestiques dans les septante-deux heures suivant toute intervention dans le terrain agricole enclavé.

Si le Département de la Nature et des Forêts constate le non-respect d'une des conditions susvisées, il peut interdire l'accès aux personnes concernées.

**Art. 5.** Par dérogation à l'article 1<sup>er</sup>, la circulation sur les chemins empierrés est autorisée pour les véhicules utilisés lors des inventaires nocturnes d'abondance destinés à permettre l'évaluation des plans de tir au cerf et organisés par le Département de la Nature et des Forêts.

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. Par dérogation à l'article 1<sup>er</sup>, la circulation dans les bois et forêts tant publics que privés en dehors des routes au sens de l'article 2 du code forestier peut être autorisée par le Chef de cantonnement territorialement compétent, pour l'inventaire et le marquage des épiceas scolytés aux conditions minimales suivantes :

1° l'accès aux peuplements se fait autant que possible par les chemins empierrés ;

2° à l'issue de chaque intervention, les chaussures et l'équipement des intervenants, ainsi que les véhicules qui ont quitté les chemins empierrés, sont désinfectés conformément aux instructions données par le Département de la Nature et des Forêts ;

3° en cas de découverte d'un cadavre de sanglier, le cadavre ne peut en aucun cas être approché ou touché et l'agent du triage territorialement compétent du Département de la Nature et des Forêts est immédiatement averti ;

4° les intervenants et leurs véhicules ont l'interdiction de pénétrer dans une exploitation porcine ou d'avoir un contact avec les porcs domestiques dans les septante-deux heures qui suivent les mesures de désinfection.

5° les résultats de l'inventaire des épicéas scolytés sont transmis au Chef de cantonnement.

L'autorisation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> n'entraîne pas automatiquement la délivrance d'une autorisation d'exploiter les peuplements concernés.

§ 2. Par dérogation à l'article 1<sup>er</sup>, la circulation dans les bois et forêts en dehors des routes au sens de l'article 2 du code forestier peut être autorisée, par le Chef de cantonnement territorialement compétent, pour l'exploitation des peuplements d'épicéas scolytés.

Les opérations visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> doivent respecter les conditions minimales suivantes :

1° l'accès aux peuplements se fait autant que possible par les chemins empierrés ;

2° les chaussures et l'équipement des intervenants qui ont quitté les chemins empierrés sont désinfectés conformément aux instructions données par le Département de la Nature et des Forêts ;

3° la désinfection des engins d'exploitation est assurée aux frais de la Wallonie sur base du marché public passé par le SPW avec une firme spécialisée ;

4° en cas de découverte d'un cadavre de sanglier, le cadavre ne peut en aucun cas être approché ou touché et l'agent du triage territorialement compétent du Département de la Nature et des Forêts est immédiatement averti ;

5° les intervenants, leurs véhicules et les engins d'exploitation ont l'interdiction de pénétrer dans une exploitation porcine ou d'avoir un contact avec les porcs domestiques dans les septante-deux heures qui suivent les mesures de désinfection.

Le Chef de cantonnement peut, par décision motivée, interdire ou suspendre l'exploitation des peuplements visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°.

**Art. 7.** Par dérogation à l'article 1<sup>er</sup>, tous les bois coupés et entreposés dans les bois et forêts, au bord des routes et chemins empierrés, peuvent être enlevés par leur propriétaire et employés de celui-ci sans que les engins utilisés ne quittent la voirie concernée.

L'intervention fera l'objet d'une notification préalable au Chef de cantonnement territorialement compétent.

**Art. 8.** Par dérogation à l'article 1<sup>er</sup>, les zones d'intérêt culturel et/ou touristique enclavées dans les bois et forêts peuvent être rendues accessibles sur autorisation du Chef de cantonnement territorialement compétent aux conditions suivantes :

1° l'accès se fait uniquement par des chemins empierrés qu'il est strictement interdit aux exploitants, personnel, visiteurs et utilisateurs des zones d'intérêt culturel et/ou touristique de quitter ;

2° une signalétique adaptée est mise en place par l'exploitant des zones d'intérêt culturel et/ou touristique afin de matérialiser cette interdiction ;

3° une information est donnée par l'exploitant des zones d'intérêt culturel et/ou touristique sur les risques liés à la peste porcine africaine et aux mesures à mettre en œuvre pour les minimiser ;

4° les visiteurs de la zone d'intérêt culturel et/ou touristique, l'exploitant, le personnel de celui-ci et leurs véhicules ont l'interdiction de pénétrer dans une exploitation porcine ou d'avoir un contact avec les porcs domestiques dans les septante-deux heures qui suivent leur visite dans les zones en question.

**Art. 9.** Par dérogation à l'article 1<sup>er</sup>, les campings localisés et enclavés dans les bois et forêts peuvent être rendus accessibles aux conditions suivantes :

1° l'accès se fait uniquement par des routes ou des chemins empierrés qu'il est strictement interdit aux exploitants, personnels, visiteurs et utilisateurs du camping de quitter ;

2° une signalétique adaptée est mise en place par l'exploitant du camping afin de matérialiser cette interdiction ;

3° une information est donnée aux visiteurs par l'exploitant du camping sur les risques liés à la peste porcine africaine et aux mesures à mettre en œuvre pour les minimiser aux visiteurs et utilisateurs du camping ;

4° les visiteurs du camping, l'exploitant du camping, le personnel de celui-ci et leurs véhicules ont l'interdiction de pénétrer dans une exploitation porcine ou d'avoir un contact avec les porcs domestiques dans les septante-deux heures qui suivent leur visite dans les zones en question.

**Art. 10.** Par dérogation à l'article 1<sup>er</sup>, la circulation pour les piétons sur les chemins et sentiers traversant les bois et forêts situés à l'intérieur du périmètre de la zone infectée telle que définie à l'annexe de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 juin 2019 portant diverses mesures temporaires de lutte contre la peste porcine africaine chez les sangliers est autorisée dans les parties de la zone infectée définie selon le seul descriptif littéraire établi en annexe.

**Art. 11.** Par dérogation à l'article 1<sup>er</sup>, la circulation pour les cyclistes, les conducteurs d'animaux de trait, de charge, de monture ou d'élevage sur les sentiers balisés pour ces usagers et les chemins traversant les bois et forêts situés à l'intérieur du périmètre de la zone infectée telle que définie à l'annexe de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 juin 2019 portant diverses mesures temporaires de lutte contre la peste porcine africaine chez les sangliers est autorisée pour ces usagers dans les parties de la zone infectée définie selon le seul descriptif littéraire établi en annexe.

L'interdiction de circulation est également levée pour les usagers visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> sur les sentiers qui sont balisés pour ceux-ci après autorisation du Chef de cantonnement territorialement compétent du Département de la Nature et des Forêts qui ne traversent pas les bois et forêts des parties de la zone infectée telles que définies selon la carte reprise en annexe.

**Art. 12.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2019 et cesse d'être en vigueur le 14 septembre 2019.

Namur le 27 juin 2019.

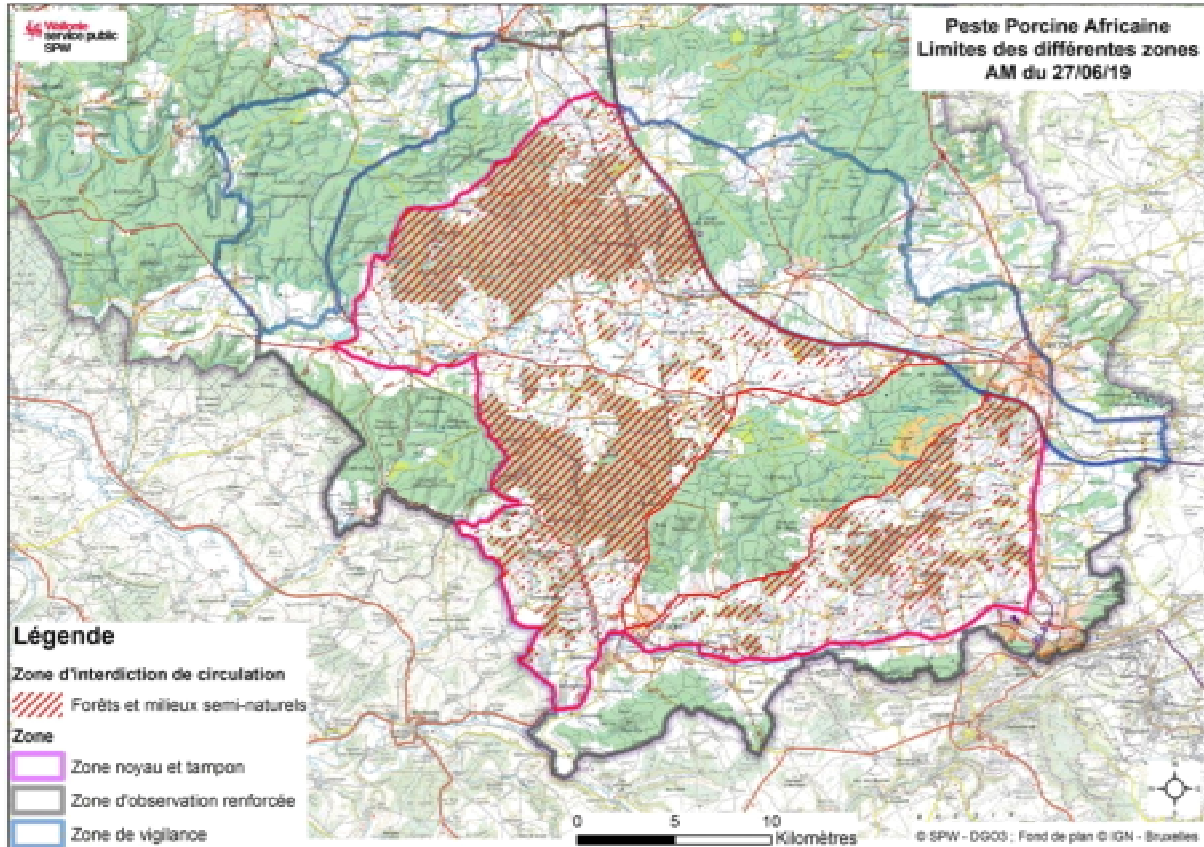
R. COLLIN

## Annexe

Limites de la zone ouverte à la circulation en forêt selon le descriptif littéraire (28/06/19) :

- L'autoroute A4/E25/E411 depuis son intersection avec la N83 au niveau de Stockem jusqu'à son intersection avec la N82 au niveau d'Arlon.
- La N82 jusqu'à son intersection avec la N87 au niveau de Virton.
- La N87 jusqu'à son intersection avec la N83 au niveau d'Etalle.
- La N83 jusqu'à son intersection avec l'autoroute A4/E25/E411 au niveau de Stockem.

Limites de la zone interdite de circulation en forêt selon carte reprise ci-après (27/06/19) :



Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 27 juin 2019 interdisant temporairement la circulation en forêt pour limiter la propagation de la peste porcine africaine.

Namur, le 27 juin 2019.

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme, du Patrimoine  
et délégué à la Grande Région,

R. COLLIN

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C - 2019/30673]

**27. JUNI 2019 — Ministerieller Erlass, durch den der Verkehr im Wald vorübergehend untersagt wird, um die Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest zu begrenzen**

Der Minister für Natur und ländliche Angelegenheiten

Aufgrund des Dekrets vom 15. Juli 2008 über das Forstgesetzbuch, Artikel 14;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2009 über das Inkrafttreten und die Ausführung des Dekrets vom 15. Juli 2008 über das Forstgesetzbuch, Artikel 19 Absatz 1 Ziffer 5;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, Artikel 3 § 1 und Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 3;

Aufgrund der Dringlichkeit, die dadurch gerechtfertigt ist, dass es sich bei der durch die Afrikanische Schweinepest verursachten Gesundheitskrise um eine schwere und sehr schnell voranschreitende Krise handelt, die eine sofortige Entscheidungsfindung erfordert;

In der Erwägung, dass das wissenschaftliche Gutachten des Wissenschaftlichen Ausschusses der FASNK über die Gefahr der Einschleppung der Afrikanischen Schweinepest (ASP) in Schweinehaltungsbetriebe im Zusammenhang mit der Wiederaufnahme der Arbeiten in Wäldern der Zone II (durch ASP kontaminierte Wildfauna) am 4. Juni 2019 abgegeben wurde; In der Erwägung, dass es sich hierbei um wesentliche Informationen handelt, die die in dem vorliegenden Erlass festgelegten Entscheidungen beeinflussen und untermauern können;

In der Erwägung, dass nachdem sich die Ausbreitung der Epidemie dank der von der Wallonischen Region getroffenen Maßnahmen zur Bekämpfung der Ausbreitung und Übertragung beruhigt hat, ein Höhepunkt der Afrikanischen Schweinepest bei der Wildschweinpopulation im Seuchengebiet erwartet wird, da die Bestände nach den Geburten im späten Frühjahr und Frühsommer zugenommen haben;

In der Erwägung, dass die getroffenen Entscheidungen, die durch den vorliegenden Ministeriellen Erlass verwirklicht werden, auch das Ergebnis täglicher Überlegungen sind und auf der Grundlage der vor Ort gesammelten Daten verfeinert wurden, die über die Entwicklung der Seuche im Zusammenhang mit groß angelegten Zerstörungsmaßnahmen durch Fangaktionen und Nachtschießen, Aufspürung und Beseitigung von Kadavern sowie die im Rahmen der Durchführung von Biosicherheitsmaßnahmen erzielten Ergebnisse gesammelt wurden;

In der Erwägung, dass diese verschiedenen Parameter sich entwickeln und daher nicht vollständig vorhersehbar sind;

In der Erwägung, dass es daher angebracht ist, einen Ministeriellen Erlass zu verabschieden, der Bestimmungen enthält, die den aktuellsten vor Ort gesammelten Daten entsprechen, und dass daher eine Frist von dreißig Tagen, um die Stellungnahme der Abteilung Gesetzgebung des Staatsrates einzuholen, möglicherweise dazu geführt hätte, dass diese Daten nicht mehr aktuell sein würden;

In der Erwägung, dass angesichts dieser verschiedenen Aspekte die Dringlichkeit gegeben ist;

Aufgrund des am 26. Juni 2019 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 3 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 66.374/4 des Staatsrates;

In der Erwägung, dass die Bestätigung eines Primärfalles der Afrikanischen Schweinepest bei Wildschweinen in einem Teil des wallonischen Gebiets am 13. September 2018 die Regierung gemäß der Richtlinie 2002/60 des Rates vom 27. Juni 2002 zur Festlegung von besonderen Vorschriften für die Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest sowie zur Änderung der Richtlinie 92/119/EWG hinsichtlich der Teschener Krankheit und der Afrikanischen Schweinepest verpflichtet, mehrere Sofortmaßnahmen gegen die Ausbreitung der Seuche zu ergreifen, einschließlich der Ausweisung eines Seuchengebiets und der Festlegung geeigneter Maßnahmen, die dort anzuwenden sind und die eine Aussetzung der Jagd und ein Verbot der Fütterung von Wildschweinen umfassen können;

In der Erwägung, dass diese Bestimmungen mit fortschreitender Entwicklung der Gesundheitssituation angepasst werden können;

In der Erwägung, dass die geplanten Bestimmungen bei ihrer Verabschiedung gemäß den Empfehlungen europäischer Experten, die auf die Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest spezialisiert sind, ausgearbeitet werden;

In der Erwägung, dass das Milieu und der Lebensraum des Wildschweins, die einzige Art, die durch den ASP-Virus infiziert werden kann, hauptsächlich der Wald ist;

In der Erwägung, dass die Aufrechterhaltung des Verkehrs im Wald eine ernstzunehmende Gefahr der Ausbreitung des Virus auf nicht infizierte Waldgebiete darstellt und folglich die Gefahr einer Ausbreitung auf Schweinehaltungsbetriebe erhöht;

In der Erwägung, dass eine unangemessene Bekämpfung der Seuche katastrophale wirtschaftliche Folgen hätte, die sich verheerend auf das gesamte Gebiet der Wallonischen Region und ganz allgemein auf das Königreich Belgien auswirken würden;

In der Erwägung, dass die Förderung der Vorsicht durch die Eingrenzung der Seuche und die Verabschiedung strenger Maßnahmen zu diesem Zweck erforderlich ist;

In der Erwägung, dass demzufolge angeordnet wurde, jeglichen Verkehr im Wald zu verbieten;

In der Erwägung, dass die Bekämpfung der Seuche jedoch voraussetzt, dass den für deren Bekämpfung verantwortlichen Personen der Zugang zum Seuchengebiet ermöglicht wird;

In der Erwägung, dass sich diese Bekämpfung durch verschiedene Maßnahmen der Wallonischen Region vollzieht, darunter insbesondere groß angelegte Zerstörungsmaßnahmen durch Fangaktionen und Nachtschießen, die Errichtung eines 190 Kilometer langen Schutzzauns, die intensive Aufspürung und Beseitigung von Wildschweinkadavern und die Umsetzung von Biosicherheitsmaßnahmen;

In der Erwägung, dass die Kombination aus der Eingrenzung der Seuche und den getroffenen Bekämpfungsmaßnahmen sich insofern als wirksam erweist, als die in der zweiten Hälfte des ersten Halbjahres 2019 beobachteten Fangraten und Wildschweinsterblichkeitsraten eher auf eine Verlangsamung der geografischen Ausbreitung der Epidemie hinweisen;

In der Erwägung, dass die jüngsten in diesem Zeitraum vor Ort durchgeführten Zählungen einen Rückgang der Wildschweindichte zeigen, seitdem der Primärfall der Afrikanischen Schweinepest entdeckt wurde;

In der Erwägung, dass der Verlauf der Epidemie jedoch so weit relativiert werden muss, dass die Zeit des späten Frühjahrs und Frühsommers die Zeit nach den Geburten ist;

In der Erwägung, dass der Wildschweinbestand erheblich zugenommen hat und noch zunehmen wird, was wiederum zu einem intensiveren Austausch zwischen den Gruppen von Individuen führt, ein Verhalten, das dieser Art eigen ist;

In der Erwägung, dass sich die Flächen des Lebensraums dadurch allmählich vergrößern werden;

In der Erwägung, dass diese ausgedehnteren Interaktionen und Bewegungen aufgrund der im Wald herrschenden aktiven Seuche laut epidemiologischen Analysen unweigerlich zu einem Anstieg der Seuche durch einen neuen Höchstwert der Sterblichkeit führen werden, was zu einer Zunahme der Zahl der Kadaver und somit zu einem erhöhten Risiko der Verbreitung der Afrikanischen Schweinepest führt (Europäische Behörde für Lebensmittelsicherheit (EFSA), *Epidemiological analyses of African swine fever in the European Union* (November 2017 until November 2018, doi :10.2903/j.efsa.2018.5494);

In der Erwägung, dass die Wallonische Region daher alle ihre Bemühungen und alle bisher ergriffenen Maßnahmen fortsetzen muss, um die Dauerhaftigkeit ihres Kampfes gegen die Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest zu sichern und diese so bald wie möglich zu beseitigen;

In der Erwägung, dass es hier um den Schutz des allgemeinen Interesses geht;

In der Erwägung, dass unter bestimmten Sicherheits- und Biosicherheitsvorkehrungen jedoch von diesem allgemeinen Verbot des Verkehrs im Wald für eine begrenzte Anzahl von Begünstigten aus Gründen der öffentlichen Sicherheit oder um den Zugang zu bestimmten Wohnungen zu ermöglichen, abzuweichen ist;

In der Erwägung, dass zahlreiche Tätigkeiten in den Bereichen Forstwirtschaft, Landwirtschaft, Fischwirtschaft und Tourismus von dem allgemeinen Verbot des Verkehrs im Wald betroffen sind, das notwendig ist, um die Eingrenzung der Afrikanischen Schweinepest zu gewährleisten;

In der Erwägung, dass die Beurteilung der Gewährung einzelner Ausnahmen für die betreffenden Personen auf der Grundlage wissenschaftlicher Studien dahingehend bewertet wird, dass diese Tätigkeiten wieder aufgenommen werden können, ohne dass dabei den Bekämpfungsmaßnahmen zum Schutz des Allgemeininteresses geschadet wird;



In der Erwägung, dass daher ein Abwägen der verschiedenen Interessen durchgeführt werden muss;

In der Erwägung, dass eine Stellungnahme des Wissenschaftlichen Ausschusses der FASNK zum Risiko der Einschleppung der Afrikanischen Schweinepest in Schweinehaltungsbetriebe im Zusammenhang mit der Wiederaufnahme der Tätigkeit in Wäldern der Zone II (durch die ASP kontaminiert) beantragt hat, um festzustellen, ob eine Wiederaufnahme der forstwirtschaftlichen Tätigkeiten und Arbeitsvorgänge angesichts der Entwicklung der Epidemie möglich ist;

In der Erwägung, dass dieses Gutachten (Schnellgutachten Nr. 09/2019 - Risiko der Einschleppung der Afrikanischen Schweinepest (ASP) in Schweinehaltungsbetriebe im Zusammenhang mit der Wiederaufnahme der Arbeiten in Wäldern der Zone II (durch ASP kontaminierte Wildfauna (Akte Scicom 2019/10)) am 4. Juni 2019 durch den Wissenschaftlichen Ausschuss der FASNK abgegeben wurde;

In der Erwägung, dass der Wissenschaftliche Ausschuss der FASNK die Gefahr der indirekten Übertragung über Menschen und Geräte auf nicht kontaminierte Gebiete durch die Wiederaufnahme der forstwirtschaftlichen Tätigkeiten (d.h. Bodenbearbeitung - einschließlich Änderungen, Anpflanzung und Aussaat, Beschneidung von Ästen, Auszeichnung von Bäumen bei der Durchforstung und beim Holzeinschlag) als "mäßig" bewertet, d.h. Stufe 3 in der Skala der Risikobewertung, die 4 umfasst;

In der Erwägung, dass der Wissenschaftliche Ausschuss der FASNK in seiner Stellungnahme "derzeit die Wiederaufnahme der Forstarbeit nicht empfiehlt, nicht wegen der Gefahr der Einschleppung des Virus in Schweinehaltungsbetriebe, sondern wegen der Gefahr seiner Ausbreitung auf die Tierwelt";

In der Erwägung, dass diese Überlegung und die ausgesprochene Empfehlung angesichts "der Invasivität der Waldarbeit [und der] hohen Wahrscheinlichkeit, mit kontaminierten Stoffen in Berührung zu kommen" gerechtfertigt sind;

In der Erwägung, dass forstwirtschaftlichen Tätigkeiten und Arbeitsvorgänge in Waldgebieten durchgeführt werden, d.h. dort, wo die Seuche am aktivsten und stärksten ist;

In der Erwägung, dass zum 3. Juni 2019 die Mehrzahl der Wildschweine, die für die Afrikanische Schweinepest positiv befunden wurden (96,4%), im Waldökosystem oder in Feuchtgebieten, d.h. dort, wo forstwirtschaftlichen Tätigkeiten und Arbeitsvorgänge durchgeführt werden, aufgefunden wurden;

In der Erwägung, dass Wildschweine, die von der Afrikanischen Schweinepest betroffen sind, aufgrund des sie befallenden Fiebers frische und feuchte Gebiete suchen, in denen sie sterben können;

In der Erwägung, dass der Wissenschaftliche Ausschuss der FASNK in seiner Stellungnahme ferner feststellt, dass "die Unternehmen, die die hier bewerteten Arbeiten durchführen, nicht zahlreich sind und daher mit ihren Gerätschaften zu zahlreichen Betriebsplätzen im Land fahren müssen, zu Orten, die das natürliche Biotop der Wildschweine bilden und geografisch voneinander entfernt sind. Aufgrund der invasiven Natur der Waldarbeit besteht in der Zone II eine hohe Wahrscheinlichkeit, mit kontaminierten Stoffen (Kadaver, Ausscheidungen) in Berührung zu gelangen. Darüber hinaus zeigt das ASP-Virus eine hohe Langlebigkeit in biologischen Substanzen und damit in der Umwelt. Aufgrund dieser beiden Faktoren ist das Risiko einer Ausbreitung des Virus erheblich";

In der Erwägung, dass der Holzeinschlag, so begrenzt und einmalig er auch sein mag, zwangsläufig laut und invasiv ist und daher Gefahr läuft, Wildschweine aus dem Gebiet vertreiben wird, wie von der Agentur ANSES in einer Stellungnahme vom 24. Januar 2019 (Bezugsnummer 2018-SA-0250) zur Bewertung der Auswirkungen forstwirtschaftlicher Tätigkeiten auf die Gefahr der Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest auf dem nationalen Hoheitsgebiet durch Störung von Wildschweinen erklärt wird;

In der Erwägung, dass die Gefahr der Übertragung und Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest durch den Zugang zum Wald, um dort die forstwirtschaftlichen Tätigkeiten und Arbeitsvorgänge zu gewährleisten, real ist und darüber hinaus durch den bevorstehenden Höhepunkt der Seuche aufgrund der anstehenden Geburten noch erhöht wird;

In der Erwägung, dass der einzige erfolgreiche Fall der Beseitigung der Afrikanischen Schweinepest in Europa der der Tschechischen Republik ist;

In der Erwägung, dass die von diesem Land verfolgte Strategie darin besteht, die Aktivitäten im Wald, mit Ausnahme der Maßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest in dem Seuchengebiet zu verbieten (Petr Satran, From ASF infection in wild boar to eradication and free status recovery in the Czech Republic, GF-TADs, Praha, 11. 2019);

In der Erwägung, dass dieser Erfolg und die Schlussfolgerungen der Stellungnahme des Wissenschaftlichen Ausschusses der FASNK darauf hindeuten, dass forstwirtschaftliche Tätigkeiten und Arbeitsvorgänge so weit wie möglich verboten werden sollten, um die Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest zu verhindern;

In der Erwägung, dass der Verkehr in Waldgebieten nur aus zwingenden sanitären Gründen in Betracht gezogen werden kann;

In der Erwägung, dass dies weiterhin von europäischen Experten für Afrikanische Schweinepest bestätigt wird (REPORT ASF Expert Mission to Belgium, EUVET Initiative, 7-8 January 2019, by Vittorio GUBERTY - ISPRA, Italy);

In der Erwägung, dass jedoch zeitgleich mit dem Ausbruch der Afrikanischen Schweinepest in der Wallonischen Region die Wälder der Gaume durch eine zusätzliche Gesundheitskrise heimgesucht werden aufgrund der exponentiell voranschreitenden Vermehrung der Population eines Schädlinginsekts (Borkenkäfer oder Ips typographus), der die Nadelbäume und insbesondere die Fichten befällt;

In der Erwägung, dass zum Schutz und zur Erhaltung des Waldökosystems die Verbreitung dieses Insekts so weit wie möglich eingedämmt werden sollte, um eine weitreichende und anhaltende Destabilisierung der Waldbestände, eine Störung der Bestandsbewirtschaftung und eine Beeinträchtigung der Landschaft zu vermeiden;

In der Erwägung, dass die Erhaltung und der Schutz des Waldökosystems auch von allgemeinem Interesse ist;

In der Erwägung, dass die einzig wirksamen Maßnahmen zur Bekämpfung der massiven Besiedlung der Fichten durch Borkenkäfer darin besteht, dass jeder Baum, der von dem Schädling neu angegriffen wird, innerhalb von vier Wochen beseitigt wird;

In der Erwägung, dass es zu diesem Zweck und in diesem besonderen Zusammenhang möglich und angemessen ist, vorbehaltlich bestimmter Sicherheits- und Biosicherheitsvorkehrungen, die identisch sind mit denjenigen, die für das Personal gelten, das die Suche nach Wildschweinkadavern durchführt, und vorbehaltlich der vor Ort durchgeführten Kontrollen zur Überprüfung, ob potenziell infizierte Wildschweinkadaver vorhanden sind oder nicht, vom allgemeinen Verbot des Verkehrs im Wald abzuweichen, um die Bewirtschaftung jener Fichtenbestände, die durch den Borkenkäfer befallen sind, zu ermöglichen;

In der Erwägung, dass es sich hierbei um ein Gleichgewicht zwischen der obligatorischen Fortsetzung der Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest und der Notwendigkeit handelt, die Verbreitung von Borkenkäfern im gesamten Gebiet der Wallonischen Region zu verhindern;

Auch in Erwägung bestimmter wirtschaftlicher Tätigkeiten landwirtschaftlicher, fischwirtschaftlicher, kultureller und touristischer Art, die von den Maßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest im Seuchengebiet betroffen sind;

In der Erwägung, dass wie bei den forstwirtschaftlichen Tätigkeiten und Arbeitsvorgängen geprüft werden muss, ob eine rasche Wiederaufnahme dieser Tätigkeiten in Betracht gezogen werden kann, ohne dass dabei die Sicherheits- und Biosicherheitsmaßnahmen zur wirksamen Bekämpfung der Seuche und zur Verhinderung ihrer Ausbreitung gefährdet werden;

In der Erwägung, dass das Afrikanische Schweinepestvirus ein resistentes Virus ist, wenn es mit organischem Material kombiniert wird;

In der Erwägung, dass das Virus im Blut und in den Kadavern (auch verwesend) infizierter Tiere mehrere Wochen lang innerhalb so genannter "Umgebungstemperaturbereiche" in lebensfähiger Form bestehen kann (je nach Jahreszeit und/oder Region und/oder gegebenenfalls dem Grad der Vergrabung im Boden);

In der Erwägung, dass das Virus in den Ausscheidungen (Kot, Urin) von kranken Wildschweinen für einen viel kürzeren Zeitraum, etwa wenige Tage, ansteckend bleibt, zumal diese Tiere klimatischen Einflüssen ausgesetzt sind, die die Lebensfähigkeit des Virus weiter beeinträchtigen können;

In der Erwägung, dass die Überlebensfähigkeit des Virus im Speichel und in der Luft, insbesondere in feuchten und/oder sonnigen Regionen, zudem sehr eingeschränkt ist;

In der Erwägung, dass daher ein abnehmender Gradient der Virusresistenz von einem infizierten Kadaver auf einen anorganischen Träger (wie Asphaltstraße oder Schotterwegen) beobachtet werden kann (ANSES Stellungnahme Nr. 2018-SA-0237 zum Thema "Aktualisierung des Wissens über Methoden und Verfahren zur Inaktivierung des Virus der Afrikanischen Schweinepest (ASP)";

In der Erwägung, dass die Überlebensdauer des Virus auf Straßen und Schotterwegen aufgrund seiner Exposition gegenüber klimatischen Einflüssen und der Auswaschung organischer Stoffe viel kürzer ist als im Wald;

In der Erwägung, dass dieser Unterschied erklärt, warum die Risikobewertung und die Interessensabwägung zu einer differenzierten Behandlung der Zugänge führen, die nur auf Straßen und Schotterwegen erfolgen, die ein geringes Risiko darstellen, im Vergleich zum Zugang zum Wald selbst, der ein hohes Risiko darstellt;

In der Erwägung, dass die landwirtschaftlichen Tätigkeiten im Wesentlichen Tätigkeiten sind, die den Anbau und die Viehzucht betreffen;

In der Erwägung, dass sich die Felder und Weiden für die Durchführung dieser Tätigkeiten in einer offenen Umgebung außerhalb des Waldes befinden;

In der Erwägung, dass die Gefahr der Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest durch die Ausscheidungen von kranken Wildschweinen, die möglicherweise auf Feldern und Weiden vorkommen, aufgrund der Beschaffenheit ihrer Matrix und der Tatsache, dass sie klimatischen Einflüssen außerhalb der Wälder ausgesetzt sind, als gering angesehen wird;

In der Erwägung, dass eine sehr begrenzte Anzahl von Kadavern in der Nähe von Schotterwegen gefunden wurde und daher die Wahrscheinlichkeit einer Berührung begrenzt ist;

In der Erwägung, dass das Fehlen von Ausbreitungsparametern wie dem Wald - dem Inkubationsgebiet der Seuche - und des Gradienten der Resistenz gegen das Virus zeigt, dass die Gefahr der Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest bei der Ausübung landwirtschaftlicher Tätigkeiten gering ist, sofern der Zugang zum Feld oder zur Weide über Schotterwege gewährleistet ist;

In der Erwägung, dass diese Gefahr für ein Feld oder eine Weide, die sich in einem Gebiet befindet, das innerhalb des Waldes über Schotterwege zugänglich ist, nicht erhöht wird;

In der Erwägung, dass schließlich landwirtschaftliche Tätigkeiten nicht die Gefahr einer Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest auf nicht verseuchte Waldgebiete mit sich bringen können;

In der Erwägung, dass das Nullrisiko einer Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest durch diese Art von Tätigkeiten nicht garantiert werden kann, dass es aber angesichts der Persistenz und Resistenz des Virus in diesem Umfeld und der angemessenen Maßnahmen zur Verhinderung der Ausbreitung der Epidemie weiterhin reduziert bleibt;

In der Erwägung, dass es zu diesem Zweck und in diesem besonderen Zusammenhang möglich und angemessen ist, unter Einhaltung bestimmter Bedingungen vom allgemeinen Verbot des Verkehrs in m Wald abzuweichen, um die Wiederaufnahme dieser Tätigkeiten zu ermöglichen;

In Anbetracht der Tatsache, dass Aktivitäten wie die Fischzucht oder der Fischfang ebenso wie Aktivitäten im Bereich der Landwirtschaft Aktivitäten sind, die außerhalb des Waldes stattfinden;

In der Erwägung, dass, wenn bestimmte Tätigkeiten im Bereich der Fischzucht oder des Fischfangs in frischen und feuchten Gebieten stattfinden, diese am Rande von künstlich angelegten Gewässern durchgeführt werden, die regelmäßig von Menschen aufgesucht werden und durch menschliche Tätigkeiten gestört werden; dass diese Gebiete daher nicht geeignet sind, potenziell infizierte Wildschweine anzulocken, die Waldgebiete, in denen Ruhe herrscht, bevorzugen, um dort zu sterben;

In der Erwägung, dass der Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember 2016 über die Bedingungen für die Eröffnung der Fischfangsaison und die Modalitäten für die Ausübung des Fischfangs ferner festlegt, dass der Fischfang in den fließenden Gewässern an jenen Stellen, an denen Sie ein der Forstregelung unterstehendes Waldgebiet durchfließen, verboten ist;

In der Erwägung, dass erwiesen ist, dass die Resistenz des Virus aus einem infizierten Kadaver im Vergleich zu Exkrementen bedeutend ist;

In der Erwägung, dass die Gefahr, einen infizierten Wildschweinkadaver zu finden, an Orten, an denen diese Art von Aktivität ausgeübt wird, jedoch im Vergleich zum Wald gering ist;

In der Erwägung, dass die menschliche Aktivität in der Umgebung dieser Fischfang- und Fischzuchtgebiete Gefahr läuft, die Ruhe der Wildschweine zu stören, die vorzugsweise ruhige Feuchtgebiete in ihrem Heimatrevier suchen werden;

In der Erwägung, dass der Zugang zur Ausübung dieser Art von Tätigkeit nur über Straßen oder Schotterwege erfolgen kann;

In der Erwägung, dass im Übrigen die Ausbreitung des Virus im Wasser keinen plausiblen Ausbreitungsparameter darstellt, da es in einem großen Wasserkörper verdünnt wird;

In der Erwägung, dass das Nullrisiko einer Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest bei der Ausübung dieser Art von Tätigkeiten nicht garantiert werden kann, jedoch angesichts der Auflagen, die in Bezug auf die Ausübung dieser Tätigkeiten gelten, begrenzt bleibt;

In der Erwägung, dass diese Tätigkeiten darüber hinaus der Einhaltung der gleichen Bedingungen unterliegen wie die landwirtschaftlichen Tätigkeiten, insbesondere in Bezug auf die Zugänglichkeit;

In der Erwägung, dass es unter Berücksichtigung dieser verschiedenen Parameter möglich und angemessen ist, vom allgemeinen Verbot des Verkehrs im Wald abzuweichen, um die Wiederaufnahme des Fischfangs oder der Fischzucht zu ermöglichen;

In der Erwägung, dass eine ähnliche Argumentation in Bezug auf Bereiche von kulturellem und/oder touristischem Interesse verfolgt werden kann;

In der Erwägung, dass diese Art von Aktivitäten, wenn sie in Innenräumen stattfinden, ohne Einschränkungen organisiert werden können, vorausgesetzt, dass der Zugang zu im Wald gelegenen Grundstücken über Straßen oder Schotterwege erfolgt;

In der Erwägung, dass diese Aktivitäten, wenn sie im Freien stattfinden, nicht in einem Waldgebiet stattfinden dürfen;

In der Erwägung, dass die Gefahr der Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest an Orten, an denen Touristen auf Campingplätzen oder im Freien untergebracht sind, die sich in Wald- und Forstgebieten befinden oder von diesen Gebieten umschlossen sind, aufgrund der dort stattfindenden menschlichen Aktivitäten als gering angesehen wird;

In der Erwägung, dass die Gefahr einer Ausbreitung der Seuche gering ist, da der Zugang zu diesen touristischen Aktivitäten über Straßen und/oder Schotterwege erfolgt;

In der Erwägung, dass es unter diesen Umständen möglich und angemessen scheint, vom allgemeinen Verbot des Verkehrs im Wald abzuweichen, um die Wiederaufnahme von Tätigkeiten von kulturellem Interesse und touristischen Tätigkeiten unter Einhaltung bestimmter Bedingungen zu ermöglichen;

In Erwägung des Rückgangs der Virusbelastung durch die Afrikanische Schweinepest in bestimmten Gebieten, die in der schriftlichen Beschreibung im Anhang definiert sind innerhalb des Seuchengebietes im Anschluss an die ergriffenen Bekämpfungsmaßnahmen;

In der Erwägung, dass die Gefahr der Ausbreitung des Virus von einer Straße oder einem Weg aus durch einen Nutzer gemäß den Artikeln 20 und 21 des Dekrets vom 15. Juli 2008 über das Forstgesetzbuch, der zur Nutzung dieser Art von Verkehrsweg berechtigt ist, minimal ist und in den in der schriftlichen Beschreibung im Anhang definierten Bereichen mit geringem Risiko bewertet wird;

In der Erwägung, dass diese Bewertung auf einem Gutachten (Schnellgutachten Nr. 10-2019) zur ergänzenden Bewertung des Risikos der Einschleppung des ASP-Virus in Schweinehaltungsbetriebe im Zusammenhang mit der Wiedereröffnung von Wanderwegen in der Zone II (durch ASP kontaminierte Wildfauna) beruht, das vom Wissenschaftlichen Ausschuss der FASNK (Akte SciCom Nr. 2019/09) erstellt wurde und das sie von der Einhaltung aller externen Biosicherheitsvorschriften in Schweinehaltungsbetrieben abhängig macht, von der Fortsetzung und Aufrechterhaltung der Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest im infizierten Gebiet mit den gleichen Mitteln und von der Bedingung, dass die Wanderer detaillierte Informationen erhalten und die erteilten oder angeschlagenen Anweisungen befolgen;

In der Erwägung, dass der Wissenschaftliche Ausschuss der FASNK in diesem Gutachten die Gefahr für die gesamte Zone II, d.h. die von den Europäischen Behörden definierte Zone, untersucht;

In der Erwägung, dass jedoch aus Gründen der Vorsicht und nach einer Zählung im Seuchengebiet nur ein kleiner Teil davon den Nutzern gemäß den Artikeln 20 und 21 des Dekrets vom 15. Juli 2008 über das Forstgesetzbuch zugänglich gemacht werden könnte;

In der Erwägung, dass eine Lockerung der Maßnahmen, die diesen Nutzern den Verkehr in den Wäldern verbieten, und nur die Wege und Pfade betrifft, die die Wälder und Forste durchqueren, die die gemäß der im Anhang enthaltenen schriftlichen Beschreibung gekennzeichnet sind, nicht gegen das von den regionalen und föderalen Behörden festgelegte Ziel der Beseitigung der Krankheit verstößt, das eine absolute Priorität darstellt;

In der Erwägung, dass diese Studie durch die der Französischen Agentur für Nahrungssicherheit, Umwelt und Arbeitsschutz ANSES ("Agence nationale française de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement du travail") bestätigt wird, die in ihrer Stellungnahme vom 24. Januar 2019 zur "Bewertung der Auswirkungen von Tätigkeiten im Wald auf die Gefahr der Ausbreitung der afrikanischen Schweinepest auf dem Staatsgebiet durch die Störung von Wildschweinen infolge von Tätigkeiten im Rahmen der menschlichen Freizeit und Forstwirtschaft", unter Ziffer 3.4 "Schlussfolgerungen und Empfehlungen der Expertengruppe Gecu" erklärt, dass die Untersuchung der verschiedenen Störfaktoren der Wildschweine es ermöglicht, menschliche Tätigkeiten oder forstwirtschaftliche Tätigkeiten nach ihren Auswirkungen einzustufen, und dass es möglich ist, zwischen 3 Gruppen von Tätigkeiten zu unterscheiden, die hier nach der abnehmenden Bedeutung der verursachten Störung eingestuft werden:

- Gruppe 1 (4 störendste Tätigkeiten): Durchforstung der Parzellen durch Maschinen, Abholzung (Fällen von großen Bäumen), Holzrücken und Pilz-/Hirschgeweihsammler (im letzteren Fall steht die Störung im direkten Verhältnis zur Häufigkeit und Dauer dieser Tätigkeiten; in der Hochsaison ist die Belastung daher besonders hoch);

- Gruppe 2 (7 mäßig störende Aktivitäten): Quadfahrer, Spaziergänger mit Hunden (nicht angeleint), Orientierungslauf, Verladen von Holz, Auszeichnen der Bäume, Jogger mit Hunden und Fotografen;

- Gruppe 3 (5 Aktivitäten mit geringerem Störfaktor): Wandergruppen, Naturlausflüge, Mountainbiking, Jogger und Reiter;

In der Erwägung, dass der Öffentliche Dienst der Wallonie die Öffentlichkeit sowohl durch Broschüren oder Informationsblätter "Afrikanische Schweinepest, wir handeln gemeinsam" als auch durch eine Informationskampagne in allen Medien informiert hat und weiterhin informiert;

In der Erwägung, dass den vereidigten Beamten der Forstverwaltung sehr genaue Anweisungen für eine verstärkte Kontrolle vor Ort der Maßnahmen zur Lockerung der Vorschriften für den Verkehr im Wald erteilt wurden;

In der Erwägung, dass sporadische, begrenzte und überwachte Zugänge voraussichtlich nur marginale Auswirkungen auf die Ruhe des Wildes und auf die mögliche Verbreitung der kranken Wildschweine haben werden,

Beschließt:

**Artikel 1** - In Abweichung der Artikel 19 bis 23 des Dekrets vom 15. Juli 2018 über das Forstgesetzbuch ist es jedem untersagt, sich außerhalb der Straßen im Sinne von Artikel 2 des Forstgesetzbuches in den Wäldern und Forsten zu bewegen, die sich innerhalb der Außengrenzen der Pufferzone befinden, die in dem Anhang des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. Oktober 2018 zur Festlegung verschiedener vorübergehender Maßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest bei Wildschweinen festgelegt wurden.

Alle Zugangsgenehmigungen, die gegebenenfalls auf der Grundlage der oben genannten Artikel vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses erteilt wurden, werden ausgesetzt.

Nur den folgenden Personen kann ausschließlich im Rahmen der für die Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest erforderlichen Maßnahmen, insbesondere zur Feststellung weiterer Seuchenherde, Vernichtung der Wildschweine und Beseitigung der verendet aufgefundenen oder erlegten Wildschweine, erlaubt werden, vom Verbot in Absatz 1 abzuweichen, sofern sie die empfohlenen Biosicherheitsmaßnahmen zur Verhinderung der Ausbreitung der Krankheit gemäß Artikel 1 Absatz 1 Ziffer 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Juni 2019

zur Festlegung verschiedener vorübergehender Maßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest bei Wildschweinen beachten: die Personalmitglieder der Abteilung Natur und Forstwesen und der Abteilung Studie des Natur- und Agrarbereichs des Öffentlichen Dienstes der Wallonie und jede von diesen Abteilungen bevollmächtigte Person, die Inhaber eines Jagdrechts und ihre vereidigten Jagdhüter, die Eigentümer, die Personalmitglieder des Netzwerks der Gesundheitsüberwachung der wildlebenden Tiere in der Wallonie "Réseau de Surveillance sanitaire de la Faune sauvage en Wallonie", die Personalmitglieder des Zivilschutzes, die Personalmitglieder der für Tierseuchen zuständigen Dienststellen und die Personalmitglieder der lokalen und föderalen Polizei, die Personalmitglieder entweder der Verwaltungen oder der spezialisierten Unternehmen, die für die Errichtung eines Zauns zur Begrenzung der Wanderungen von Wildschweinen im Seuchengebiet verantwortlich sind.

Diesen Personen ist es untersagt, innerhalb von 72 Stunden nach jeder Intervention in dem im Seuchengebiet einen Schweinehaltungsbetrieb zu betreten oder Kontakt mit Hausschweinen zu haben.

**Art. 2** - In Abweichung von Artikel 1 werden Interventionen, die nicht mit der Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest in Zusammenhang stehen und den Zugang zu den Waldungen und Forsten des Seuchengebiets abseits der Straße erfordern, unter den folgenden Bedingungen genehmigt:

1° Die Intervention wird in Ausübung ihrer Aufgaben von den Rettungsdiensten, dem Zivilschutz, den Polizeikräften, den Personalmitgliedern und Betreibern der Wasserversorgungsnetze oder der Strom- oder Gasnetze, den Mitarbeitern von Infrabel, den Mitarbeitern der Mobilfunkbetreiber und den Personalmitgliedern oder Bevollmächtigten der gemeinschaftlichen Infrastrukturen oder der Infrastrukturen öffentlichen Interesses durchgeführt;

2° Sofern es sich nicht um eine lebensbedrohliche Notlage handelt, ist die Intervention vorab schriftlich dem örtlich zuständigen Forstamtleiter der Abteilung Natur und Forstwesen mitzuteilen;

3° Die Ruhe der Waldungen und Forsten wird auf strengste Weise respektiert;

4° Bei Zugängen außerhalb der Schotterwege sind Desinfektionsmaßnahmen für das Fahrzeug, die Schuhe und die Ausrüstung, die verwendet wurden, nach den Anweisungen der Abteilung Natur und Forstwesen durchzuführen;

5° Beim Auffinden eines toten Wildschweins darf sich dem Kadaver unter keinen Umständen genähert werden, noch darf dieser berührt werden. Der örtlich zuständige Bedienstete der Abteilung Natur und Forstwesen des Reviers ist in diesem Fall unverzüglich zu benachrichtigen;

6° Innerhalb von 72 Stunden nach den Desinfektionsmaßnahmen ist es den Intervenierenden und ihren Fahrzeugen untersagt, einen Schweinehaltungsbetrieb zu betreten oder Kontakt mit Hausschweinen zu haben;

Stellt die Abteilung Natur und Forstwesen fest, dass eine der oben genannten Bedingungen nicht erfüllt ist, kann sie den betroffenen Personen den Zugang untersagen.

**Art. 3** - In Abweichung von Artikel 1 wird Personen, deren Wohnsitz sich in den Waldungen und Forsten innerhalb des Seuchengebiets befinden, und nicht über die Straße erreichbar ist, erlaubt, unter folgenden Bedingungen dort abseits der Straße zu fahren:

1° Die Erlaubnis ist auf den alleinigen Zugang zu diesem Wohnsitz beschränkt;

2° Der Zugang erfolgt auf dem direktesten befahrbaren Weg;

3° Die gewählte Strecke ist dem örtlich zuständigen Forstamtleiter der Abteilung Natur und Forstwesen schriftlich mitzuteilen;

4° Die Ruhe der Waldungen und Forsten wird auf strengste Weise respektiert;

5° Bei Zugängen außerhalb der Schotterwege sind Desinfektionsmaßnahmen für das Fahrzeug und gegebenenfalls die Schuhe nach den Anweisungen der Abteilung Natur und Forstwesen durchzuführen;

6° Beim Auffinden eines toten Wildschweins darf sich dem Kadaver unter keinen Umständen genähert werden, noch darf dieser berührt werden. Der zuständige Bedienstete der Abteilung Natur und Forstwesen des Reviers ist in diesem Fall unverzüglich zu benachrichtigen;

7° Personen, die in den Anwendungsbereich des vorliegenden Artikels fallen, und ihren Fahrzeugen ist der Zugang zu einem Schweinehaltungsbetrieb oder jeglicher Kontakt mit Hausschweinen untersagt.

**Art. 4** - Die Eigentümer und Benutzer, die ein in den Waldungen und Forsten des Seuchengebiets eingeschlossenes und für die Landwirtschaft, die Fischzucht oder den Fischfang genutztes Grundstück besitzen, das sie nicht über die Straße, wohl aber über einen Schotterweg erreichen können, und zu dem sie gelangen möchten, um es zu bewirtschaften, ohne das es ihnen möglich ist, bis zum Ende des Zugangsverbots mit diesem Vorhaben zu warten, müssen vorab einen schriftlichen und begründeten Antrag an den örtlich zuständigen Forstamtleiter der Abteilung Natur und Forstwesen richten. Dieser kann eine Zugangserlaubnis erteilen, die zumindest die Beachtung der folgenden Bedingungen voraussetzt:

1° Die Erlaubnis ist auf den alleinigen Zugang zu diesem eingeschlossenen und für die Landwirtschaft, die Fischzucht oder den Fischfang genutzten Grundstück beschränkt;

2° Die gewählte Strecke ist dem örtlich zuständigen Forstamtleiter der Abteilung Natur und Forstwesen schriftlich mitzuteilen;

3° Es ist strengstens verboten, den Schotterweg zu verlassen, bevor die eingeschlossenen Flächen erreicht werden;

4° Die Ruhe der Wälder und Forsten wird auf strengste Weise respektiert;

5° Beim Auffinden eines toten Wildschweins darf sich dem Kadaver unter keinen Umständen genähert werden, noch darf dieser berührt werden. Der zuständige Bedienstete der Abteilung Natur und Forstwesen des Reviers ist in diesem Fall unverzüglich zu benachrichtigen;

6° Personen, die in den Anwendungsbereich des vorliegenden Artikels fallen, und ihren Fahrzeugen und Maschinen ist der Zugang zu einem Schweinehaltungsbetrieb oder jeglicher Kontakt mit Hausschweinen innerhalb eines Zeitraums von 72 Stunden nach jeder Tätigkeit auf den landwirtschaftlichen Flächen untersagt.

Stellt die Abteilung Natur und Forstwesen fest, dass eine der oben genannten Bedingungen nicht erfüllt ist, kann sie den betroffenen Personen den Zugang untersagen.

**Art. 5** - In Abweichung von Artikel 1 wird der Verkehr auf Schotterwegen für jene Fahrzeuge zugelassen, die während der nächtlichen Bestandsaufnahmen zur Bestimmung der Abschusspläne für die Hirschjagd verwendet werden, die von der Abteilung Natur und Forstwesen organisiert werden.

**Art. 6 - § 1.** In Abweichung von Artikel 1 kann der Verkehr sowohl in den öffentlichen als auch in den privaten Wäldern und Forsten außerhalb der Straßen im Sinne von Artikel 2 des Forstgesetzbuches durch den territorial zuständigen Forstamtleiter erlaubt werden, um die Bestandsaufnahme und die Kennzeichnung der durch den Borkenkäfer befallenen Fichten zu ermöglichen, wobei die folgenden Mindestbedingungen zu beachten sind:

1° Der Zugang zu den Beständen erfolgt so weit wie möglich über Schotterwege;

2° Die Schuhe und die Ausrüstung der Intervenierenden sowie die Fahrzeuge, die abseits von den Schotterwegen bewegt wurden, sind nach jeder Tätigkeit und nach den Anweisungen der Abteilung Natur und Forstwesen zu desinfizieren;

3° Beim Auffinden eines toten Wildschweins darf sich dem Kadaver unter keinen Umständen genähert werden, noch darf dieser berührt werden. Der örtlich zuständige Bedienstete der Abteilung Natur und Forstwesen des Reviers ist in diesem Fall unverzüglich zu benachrichtigen;

4° Innerhalb von 72 Stunden nach den Desinfektionsmaßnahmen ist es den Intervenierenden und ihren Fahrzeugen untersagt, einen Schweinehaltungsbetrieb zu betreten oder Kontakt mit Hausschweinen zu haben;

5° Die Ergebnisse der Bestandsaufnahme der durch den Borkenkäfer befallenen Bäume werden dem Forstamtleiter übermittelt.

Die in Absatz 1 genannte Erlaubnis führt nicht automatisch zur Erteilung einer Erlaubnis zur Nutzung der betreffenden Bestände.

**§ 2. § 2.** In Abweichung von Artikel 1 kann der Verkehr in den Wäldern und Forsten außerhalb der Straßen im Sinne von Artikel 2 des Forstgesetzbuches durch den territorial zuständigen Forstamtleiter erlaubt werden, um die Verarbeitung von durch den Borkenkäfer befallenen Fichtenbeständen zu ermöglichen:

Die in Absatz 1 genannten Tätigkeiten müssen folgende Mindestbedingungen beachten:

1° Der Zugang zu den Beständen erfolgt so weit wie möglich über Schotterwege;

2° Die Schuhe und die Ausrüstung der Intervenierenden sowie die Fahrzeuge, die abseits von den Schotterwegen bewegt wurden, sind nach den Anweisungen der Abteilung Natur und Forstwesen zu desinfizieren;

3° Die Desinfektion der Maschinen erfolgt auf Kosten der Wallonie auf der Grundlage des von dem ÖDW mit einem spezialisierten Unternehmen abgeschlossenen öffentlichen Auftrags;

4° Beim Auffinden eines toten Wildschweins darf sich dem Kadaver unter keinen Umständen genähert werden, noch darf dieser berührt werden. Der örtlich zuständige Bedienstete der Abteilung Natur und Forstwesen des Reviers ist in diesem Fall unverzüglich zu benachrichtigen;

5° Innerhalb von 72 Stunden nach den Desinfektionsmaßnahmen ist es den Intervenierenden, ihren Fahrzeugen und ihren Maschinen untersagt, einen Schweinehaltungsbetrieb zu betreten oder Kontakt mit Hausschweinen zu haben;

Der Forstamtleiter kann durch begründeten Beschluss die Betriebstätigkeit in den in Absatz 1 Ziffer 1 genannten Beständen untersagen oder aussetzen.

**Art. 7 -** In Abweichung von Artikel 1 kann sämtliches Holz, das in Holz und Wäldern entlang von Straßen und Schotterwegen gefällt und gelagert wird, von seinem Eigentümer und seinen Mitarbeitern entfernt werden, wobei die verwendeten Maschinen die betreffende Straße nicht verlassen dürfen.

Die Intervention muss dem örtlich zuständigen Forstamtleiter vorher mitgeteilt werden.

**Art. 8 -** In Abweichung von Artikel 1 können Bereiche von kultureller und/oder touristischer Bedeutung, die in Wäldern und Forsten eingeschlossen sind, mit Genehmigung des örtlich zuständigen Forstamtleiters unter den folgenden Bedingungen zugänglich gemacht werden:

1° Der Zugang erfolgt ausschließlich über Schotterwege, deren Verlassen für Betreiber, Mitarbeiter, Besucher und Nutzer von Bereichen von kulturellem und/oder touristischem Interesse strengstens verboten ist.

2° der Betreiber von Bereichen von kulturellem und/oder touristischem Interesse bringt geeignete Schilder an, um dieses Verbot konkret darzustellen;

3° der Betreiber von Bereichen von kulturellem und/oder touristischem Interesse erteilt Informationen über die mit der Afrikanischen Schweinepest verbundenen Risiken und die zu treffenden Maßnahmen zur Minimierung dieser Risiken;

4° den Besuchern von Bereichen von kulturellem und/oder touristischem Interesse und dem Personal dieser Bereiche sowie ihren Fahrzeugen ist es untersagt, innerhalb von 72 Stunden nach dem Aufenthalt in den besagten Bereichen einen Schweinehaltungsbetrieb zu betreten oder Kontakt mit Hausschweinen zu haben.

**Art. 9 -** In Abweichung von Artikel 1 können Campingplätze, die sich in Wäldern und Forsten befinden und dort eingeschlossen sind, unter den folgenden Bedingungen zugänglich gemacht werden:

1° Der Zugang erfolgt ausschließlich über Straßen oder Schotterwege, deren Verlassen für Betreiber, Mitarbeiter, Besucher und Nutzer der Campingplätze strengstens verboten ist;

2° der Betreiber des Campingplatzes bringt geeignete Schilder an, um dieses Verbot konkret darzustellen;

3° der Betreiber des Campingplatzes erteilt den Besuchern und Nutzern des Campingplatzes Informationen über die mit der Afrikanischen Schweinepest verbundenen Risiken und die zu treffenden Maßnahmen zur Minimierung dieser Risiken;

4° den Besuchern des Campingplatzes, dem Betreiber und dem Personal des Campingplatzes sowie ihren Fahrzeugen ist es untersagt, innerhalb von 72 Stunden nach dem Aufenthalt in den besagten Bereichen einen Schweinehaltungsbetrieb zu betreten oder Kontakt mit Hausschweinen zu haben.

**Art. 10** - In Abweichung von Artikel 1 wird der Verkehr im Wald für Fußgänger auf Wegen und Pfaden, die die Wälder und Forste durchqueren, die sich innerhalb des im Anhang des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Juni 2019 zur Festlegung verschiedener vorübergehender Maßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest bei Wildschweinen festgelegten Umkreises des Seuchengebietes befinden, in den Teilen des Seuchengebietes erlaubt, die gemäß der einzigen im Anhang angeführten schriftlichen Beschreibung definiert sind.

**Art. 11** - In Abweichung von Artikel 1 wird der Verkehr im Wald für Radfahrer und Führer von Zug-, Last- Reit- oder Zuchttieren auf den für diese Nutzer markierten Wegen und auf den Wegen, die die Wälder und Forste durchqueren, die sich innerhalb des im Anhang des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Juni 2019 zur Festlegung verschiedener vorübergehender Maßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest bei Wildschweinen festgelegten Umkreises des Seuchengebietes befinden, für diese Nutzer in den Teilen des Seuchengebietes erlaubt, die gemäß der einzigen im Anhang angeführten schriftlichen Beschreibung definiert sind.

Das Verbot wird ebenfalls für die in Absatz 1 genannten Nutzer auf den Pfaden aufgehoben, die nach Genehmigung durch den örtlich zuständigen Forstamtleiter der Abteilung Natur und Forstwesen für sie gekennzeichnet sind und die die Wälder und Forste der auf der Karte im Anhang definierten Teile des Seuchengebietes nicht durchqueren.

**Art. 12** - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Juli 2019 in Kraft und am 14. September 2019 außer Kraft.

Namur, den 27. Juni 2019

R. COLLIN

#### Anhang

Grenzen des für den Verkehr im Wald freigegebenen Gebietes gemäß der schriftlichen Beschreibung (28/06/19):

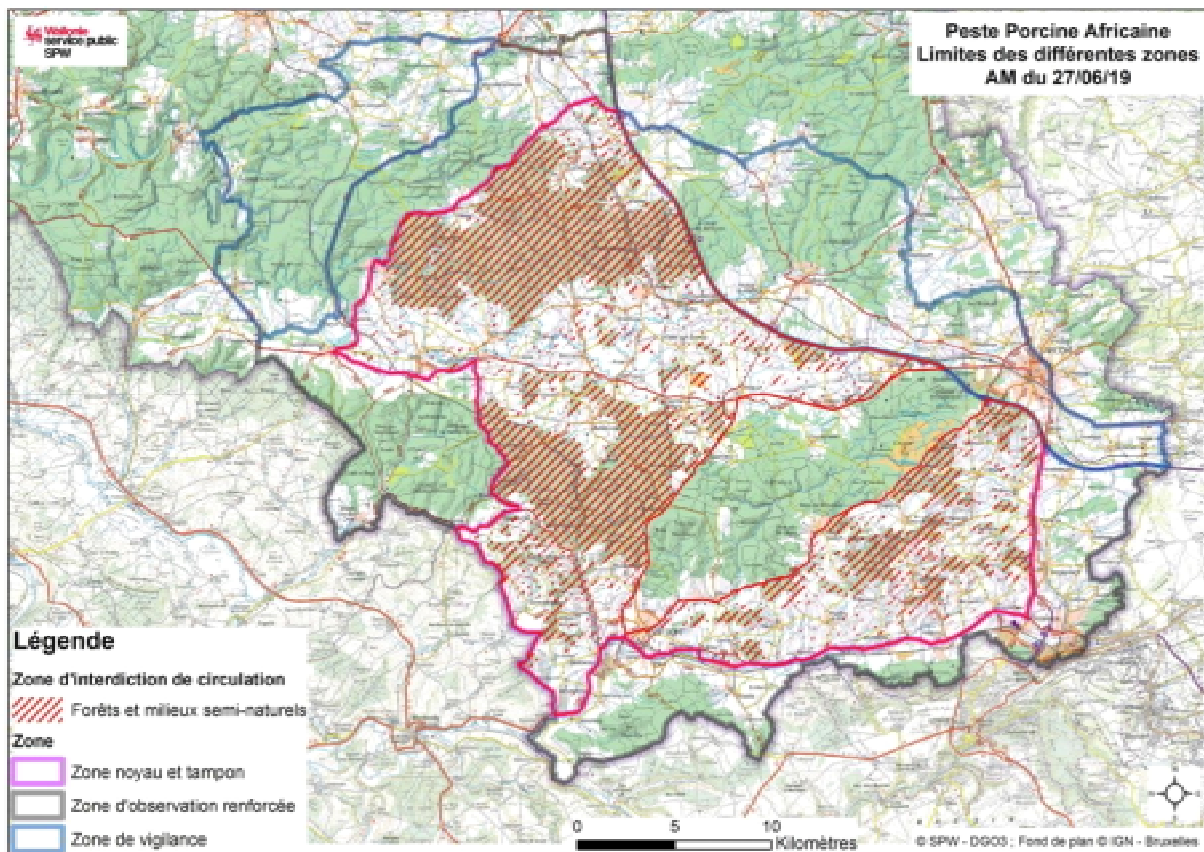
— Die Autobahn A4/E25/E411 von der Kreuzung mit der N83 auf Höhe von Stockem bis zur Kreuzung mit der N82 auf Höhe von Arlon.

— die N82 bis zur Kreuzung mit der N87 auf Höhe von Virton.

— die N87 bis zur Kreuzung mit der N83 auf Höhe von Etalle.

— die N83 bis zur Kreuzung mit der Autobahn A4/E25/E411 auf Höhe von Stockem.

Grenzen des für den Verkehr im Wald gesperrten Gebietes gemäß der nachfolgend angeführten Karte (27/06/19):



Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 27. Juni 2019, durch den der Verkehr im Wald vorübergehend untersagt wird, um die Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest zu begrenzen, beigelegt zu werden.

Namur, den 27. Juni 2019

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten, Tourismus, Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2019/30673]

**27 JUNI 2019. — Ministerieel besluit houdende een tijdelijk verkeersverbod in de bossen om de verspreiding van Afrikaanse varkenspest te beperken**

De Minister van Natuur en Landelijke Aangelegenheden,

Gelet op het decreet van 15 juli 2008 betreffende het Boswetboek, inzonderheid op artikel 14;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2009 betreffende de inwerkingtreding en de uitvoering van het decreet van 15 juli 2008 betreffende het Boswetboek, artikel 19, lid 1, 5°;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, en 84, § 1, lid 1, 3°;

Overwegende dat de dringende noodzakelijkheid verantwoord is door het feit dat de sanitaire crisis die de Afrikaanse varkenspest is, een ernstige, zeer snel evoluerende crisis is, die vereist dat beslissingen onmiddellijk dienen te worden genomen;

Overwegende dat het wetenschappelijk advies van het wetenschappelijk comité van het FAVV betreffende het risico op introductie van Afrikaanse varkenspest in varkensfokkerijen, gepaard gaand met de hervatting van de werkzaamheden in de bossen uit gebied II (wildgebied besmet met de ziekte) op 4 juni 2019 is uitgebracht ; dat dit essentiële informatie is, die de besluitvorming, zoals vastgesteld in dit besluit, kan beïnvloeden en ondersteunen ;

Overwegende dat er, wegens de stijging in de wilde zwijnenpopulatie ten gevolge van de geboorten op het einde van de lente en bij het begin van de zomer, een piek in de epidemie van Afrikaanse varkenspest wordt verwacht onder deze populatie in het gecontamineerde gebied, nadat de uitbreiding van de epidemie dankzij de door het Waals Gewest aangenomen maatregelen ter bestrijding van de verspreiding en de transmissie ervan in een periode van rust was getreden ;

Overwegende dat de beslissingen die dit ministerieel besluit belichaamt eveneens de vrucht zijn van een dagelijkse reflectie, met verdere input uit gegevens te velde ingezameld met betrekking tot de evolutie van de ziekte met het oog op de grootschalige vernietigingsverrichtingen via het plaatsen van vallen en het houden van nachtschoten, het verrichten van de opsporing en afvoer van de karkassen, en op de resultaten bereikt via het uitvoeren van de bioveiligheidsmaatregelen ;

Overwegende dat deze verschillende parameters evolueren en dat een volledige anticipatie onmogelijk is ;

Overwegende dat er dus een ministerieel besluit dient te worden aangenomen, met bepalingen die aangepast zijn aan meest up-to-date gegevens te velde en dat zij bij een termijn van dertig dagen voor het verzoek om adviesverlening door de afdeling wetgeving van de Raad van State reeds voorbijgestreefd zouden zijn ;

Overwegende dat tegemoet is gekomen aan de dringende noodzakelijkheid met betrekking tot deze verschillende elementen ;

Gelet op advies nr. 66.374/4 van de Raad van State, gegeven op 26 juni 2019, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat, overeenkomstig Richtlijn 2002/60 van de Raad van 27 juni 2002 houdende specifieke bepalingen voor de bestrijding van Afrikaanse varkenspest en houdende wijziging van Richtlijn 92/119/EEG met betrekking tot gecontamineerde varkensverlamming (Teschenerziekte) en Afrikaanse varkenspest, de bevestiging, op 13 september 2018, van een primair geval van Afrikaanse varkenspest onder wilde zwijnen op een deel van het grondgebied van het Waalse Gewest de Regering ertoe noopt, onmiddellijk meerdere maatregelen te nemen om de verspreiding van de ziekte af te remmen, waaronder de afbakening van een besmet gebied en aangepaste, daar toe te passen, maatregelen ;

Overwegende dat deze bepalingen aangepast kunnen worden naarmate de sanitaire toestand evolueert ;

Overwegende dat de beoogde bepalingen, wanneer aangenomen, vastgesteld worden aan de hand van de aanbevelingen van de Europese deskundigen gespecialiseerd in de beheersing van Afrikaanse varkenspest ;

Overwegende dat het leefmilieu en het leefgebied van de soort wild zwijn, als enige soort die besmet kan worden met het virus van de Afrikaanse varkenspest, hoofdzakelijk het bosmilieu is ;

Overwegende dat het behoud van het bosverkeer een reëel risico inhoudt op verspreiding van het virus naar niet besmet bosgebied, en dus een nog hoger risico inhoudt op een verspreiding naar kweekvarkensfokkerijen ;

Overwegende dat een onaangepast beheer van de ziekte tot catastrofale en rampzalige economische gevolgen zou leiden over het gehele grondgebied van het Waals Gewest en, ruimer nog, het Koninkrijk België ;

Overwegende dat voorzichtigheid geboden is door de epidemie in te dammen en dienovereenkomstige strikte maatregelen aan te nemen ;

Overwegende dat een geheel bosverkeersverbod bijgevolg bevolen is ;

Overwegende dat het beheer van de ziekte evenwel vereist dat toegang wordt verleend tot het besmet gebied, voor de personen die met de ziektebestrijding zijn belast ;

Overwegende dat deze bestrijding de vorm aanneemt van verschillende maatregelen, aangenomen door het Gewest, waaronder met name grootschalige vernietigingsverrichtingen bij het zetten van vallen en verrichten van nachtschoten, het oprichten van meer dan 190 km lange omheiningen, intense opsporings- en afvoeractiviteiten van de karkassen van de wilde zwijnen en de uitvoering van bioveiligheidsmaatregelen ;

Overwegende dat het doeltreffend is om gelijktijdig de epidemie in te perken en aangepaste bestrijdingsmaatregelen te nemen voor zover de resultaten van het uitzetten van vallen en het sterftcijfer onder de wilde zwijnen, vastgesteld in de loop van de tweede helft van het eerste halfjaar van 2019, op een afzakken van de geografische uitbreiding van de epidemie wijzen ;

Overwegende dat uit de laatste tellingen te velde, tijdens die periode verricht, een daling blijkt in de concentratie van wilde zwijnen sinds het aantreffen van het eerste geval van Afrikaanse varkenspest ;

Overwegende dat de evolutie van de epidemie evenwel gerelativiseerd dient te worden voor zover de periode waarin de lente eindigt en de zomer begint juist na de worptijd komt ;

Overwegende dat de wilde zwijnenpopulatie aanzienlijk is toegenomen en nog gaat toenemen met meer uitwisselingen tussen groepen individuen, zoals dat inherent is aan de biologie van de soort ;

Overwegende dat de arealen van de leefruimten geleidelijk gaan toenemen ;

Overwegende dat die ruimere interacties en verplaatsingen wegens de actieve epidemie in het bosmilieu onvermijdelijk, volgens epidemiologische analyses, een groei zullen teweegbrengen in de epidemie, wegens een nieuwe piek in het sterftecijfer met een hoger aantal kadavers en dus een verhoogd spreidingsrisico voor de Afrikaanse varkenspest (European Food Safety Authority (EFSA), Epidemiological analyses of African swine fever in the European Union (November 2017 until November 2018, doi :10.2903/j.efsa.2018.5494);

Overwegende dat het Waals Gewest het aan zich verplicht is om alle inspanningen vol te houden en alle tot dan aangenomen maatregelen in stand te houden om de strijd tegen de verspreiding van Afrikaanse varkenspest te bestendigen en de ziekte zo spoedig mogelijk uit te roeien ;

Overwegende dat dit een zaak is van bescherming van het algemeen nut ;

Overwegende dat er evenwel, mits enkele voorzorgs- en bioveiligheidsmaatregelen, afgeweken dient te worden van dat algemeen verkeersverbod in de bossen voor een beperkt aantal rechthebbenden met het oog op de openbare veiligheid of de bereikbaarheid van bepaalde woonstten;

Overwegende dat talrijke activiteiten van het type bosbouw, landbouw, visteelt en toerisme onder het algemeen verkeersverbod in bos en woud, nodig voor de inperking van de epidemie van Afrikaanse varkenspest, lijden ;

Overwegende dat de beoordeling van de toekenning van een afwijking met individuele reikwijdte met behulp van wetenschappelijke onderzoeken gebeurt met het oog op het mogelijk maken van een hervatting van deze activiteiten zonder dat dit de bestrijdingsmaatregelen mag aantasten met het oog op de bescherming van het algemeen nut ;

Overwegende dat de in het geding zijnde belangen afgewogen moeten worden ;

Overwegende dat een advies in verband met het risico op introductie van Afrikaanse varkenspest in de varkensbedrijven, gepaard gaan met werkhervattingen in de bossen van zone II (met de ziekte besmet), is aangevraagd bij het wetenschappelijk comité van het FAVV om te bepalen of een hervatting van activiteiten en uitbatingen in de bosbouw rekening houdend met de evolutie van de epidemie te overwegen valt ;

Overwegende dat dat advies (sneladvies nr 09/2019 - Risico op introductie van Afrikaanse varkenspest (AVP) in varkensbedrijven gelinkt aan het hernemen van bosbouw-werkzaamheden in zone II (wilde fauna geïnfecteerd met AVP) (dossier SciCom 2019/10)) uitgebracht is door het wetenschappelijk comité van het FAVV, op 4 juni 2019 ;

Overwegende dat het wetenschappelijk comité van het FAVV het risico op indirecte transmissie via de personen en het materieel naar niet-gecontamineerde gebieden via de hervatting van bosbouwactiviteiten (namelijk, voor bereiding van de bodems - met inbegrip van het aanbrengen van bodemverbeteraars, het aanplanten en inzaaien, het snoeien, het merken van bomen in dunning en bosuitbating) als gematigd labelt, namelijk niveau 3 op 4 in de risicobepalingsschaal ;

Overwegende dat het wetenschappelijk comité van het FAVV luidens advies momenteel afraadt « om de bosbouwwerkzaamheden te hervatten en dit niet wegens het risico op introductie van het virus in de varkensbedrijven en vooral wegens het risico op verdere verspreiding van het AVP virus in de wilde fauna » ;

Overwegende dat deze overweging en de geuite aanbeveling verantwoord zijn « gezien het invasieve karakter van de bosbouwwerkzaamheden [en de] aanzienlijke kans om in contact te komen met gecontamineerd materiaal » ;

Overwegende dat de activiteiten en uitbatingen van het type bosbouw in het bosmilieu uitgevoerd worden, namelijk daar waar de epidemie het meest actief en virulent is ;

Overwegende dat de meeste dood aangetroffen wilde zwijnen, positief bevonden op Afrikaanse varkenspest (96,4%), op datum van 3 juni 2019, aangetroffen zijn in het bosecosysteem of in de vochtige gebieden, namelijk daar waar de bosbouwactiviteiten en -uitbatingen uitgevoerd worden ;

Overwegende dat de wilde zwijnen die met de Afrikaanse varkenspest zijn besmet, immers door de koorts waaraan ze lijden, koude en vochtige gebieden opzoeken om er te sterven ;

Overwegende dat het wetenschappelijk comité van het FAVV verder in zijn advies nog aanstipt dat Het aantal aannemers die de beoogde bosbouwwerkzaamheden uitvoert beperkt is waardoor ze zichzelf en hun materiaal dienen te verplaatsen tussen verschillende exploitatiesites verspreid over het land en vaak verwijderd zijn van elkaar. Gezien het invasieve karakter van de bosbouwwerkzaamheden bestaat er een aanzienlijke kans om in contact te komen met gecontamineerd materiaal (kadavers, uitwerpselen) in zone II. Daarnaast bezit het AVP virus een hoge overlevingsduur in biologisch materiaal en dus in de omgeving. Door deze twee factoren bestaat er een aanzienlijk risico op verspreiding van het virus via deze werkzaamheden. ;

Overwegende dat een bosuitbating bovendien, hoe beperkt en gericht ook, noodzakelijkerwijs geluidshinder veroorzaakt en invasief is en dus de wilde zwijnen uit het gebied zou kunnen verjagen, zoals ANSES acht in een advies van 24 januari 2019 (aanhangigmaking nr. 2018-SA-0250) betreffende de evaluatie van de impact van de activiteiten in het bos op het risico op verspreiding van Afrikaanse varkenspest op het nationaal grondgebied door verstoren van wilde zwijnen ;

Overwegende dat het risico op transmissie en verspreiding van Afrikaanse varkenspest door toegang tot het bosmilieu om bosbouwactiviteiten en -uitbatingen uit te voeren dus reëel is en overigens verder verhoogd wordt door de te verwachten piek in de epidemie te wijten aan de geboortes ;

Overwegende dat het enig gekend geval van succesvolle uitroeiing van Afrikaanse varkenspest in Europa zich in de Tsjechische Republiek heeft voorgedaan ;

Overwegende dat de strategie die in dat land is gevolgd, het verbod inhield op activiteiten in bossen en wouden van het gecontamineerde gebied, behoudens wat viel onder de bestrijding van Afrikaanse varkenspest (Petr Satran, From ASF infection in wild boar to eradication and free status recovery in the Czech Republic, GF-TADs, Praha, 11.3.2019) ;

Overwegende dat dit succes en de conclusies van het advies van het wetenschappelijk comité van het FAVV eerder op een maximaal verbod wijzen van bosbouwactiviteiten en -uitbatingen, wil men voorkomen dat de Afrikaanse varkenspest verder uitbreidt ;

Overwegende dat het enkel om dwingende redenen van sanitair type is dat men het bosverkeer zou overwegen ;

Overwegende dat zulks nog eens bevestigd wordt door de Europese experts inzake Afrikaanse varkenspest (REPORT ASF Expert Mission to Belgium, EUVET Initiative, 7-8 January 2019, by Vittorio GUBERTY - ISPRA, Italy);

Overwegende dat de wouden in de Gaumestreek niettemin, samen met de epidemie van Afrikaanse varkenspest die heden in het Waalse Gewest woedt, een bijkomende sanitaire crisis ondergaan door de exponentiële ontwikkeling van de populatie van een schadelijk insect (schorskever ofte *ipsus typographicus*) in naaldbomen, meer bepaald de spar ofte *epicea* ;

Overwegende dat het voor doeleinden van bescherming en vrijwaring van het bosecosysteem passend is, de woeking van dit insect zo goed mogelijk in te dijken om te voorkomen dat de bosbestanden diepgaand en langdurig ondermijnd worden, dat het beheer der eigendommen daardoor verstoord wordt en dat er landschapsverstoring optreedt ;

Overwegende dat de vrijwaring en de bescherming van het bosecosysteem eveneens van algemeen nut is ;



Overwegende dat enkel via de afvoer, binnen de vier weken, van elke nieuw door de schorskever aangetaste boom doelzaam gestreden kan worden tegen de massale kolonisering van de spar door de boomkever ;

Overwegende dat het daartoe en in deze specifieke context te overwegen valt en passend is, mits enige voorzorgsmaatregelen op vlak van veiligheid en bioveiligheid, die identiek zijn met de maatregelen opgelegd aan het personeel dat met de opsporingsverrichtingen belast is wegens wilde zwijnenkadavers en onder voorbehoud van verificaties ter plaatse wat de aanwezigheid, of niet, betreft van potentieel aangetaste wilde zwijnenkadavers, van het algemeen verkeersverbod in bossen en wouden om de uitbating van, enkel, de door schorskevers aangetaste sparrenbestanden mogelijk te maken ;

Overwegende dat hier sprake is van een evenwicht tussen de verplichte voortzetting van de strijd tegen Afrikaanse varkenspest en de noodzaak om de woekering van schorskever over het gehele Waalse grondgebied te voorkomen ;

Gelet ook op, overigens, bepaalde economische activiteiten op vlak van landbouw, visteelt, cultuur en toerisme, lijdend onder de maatregelen aangenomen ter zake van strijd tegen de Afrikaanse varkenspest in het gecontamineerde gebied ;

Overwegende dat, net als voor de bosbouwactiviteiten en -uitbatingen, dient te worden bekeken of een snelle hervatting van genoemde activiteiten overwogen kan worden zonder schade te berokkenen aan de aangenomen veiligheids- en bioveiligheidsmaatregelen om doeltreffend te strijden tegen de epidemie en de verspreiding ervan te voorkomen ;

Overwegende dat het virus inzake Afrikaanse varkenspest een resistent virus is wanneer het gepaard gaat met organisch materiaal ;

Overwegende dat het virus op leefbare wijze meerdere weken in het bloed en in (zelfs ontbonden) kadavers van gecontamineerde dieren voort kan woekeren, als dit in gangbare waarden van zgn. omgevingstemperaturen gebeurt (met seizoensvariëaties/streekvariëaties/bodemdieptevariëaties al naar gelang) ;

Overwegende dat het virus veel minder lang contamineerbaar blijft, slechts enkele dagen, in uitwerpselen (faeces, urine) van zieke wilde zwijnen, te meer omdat grillige weersomstandigheden de leefbaarheid van het virus nog sterker kunnen aantasten ;

Overwegende dat de overleving van het virus overigens in het speeksel en in de lucht zeer beperkt is, met name in vochtige en/of zonnige streken ;

Overwegende dat er dus een afnemend gradiënt in de resistentie van het virus, schalend van gecontamineerd karkas naar inorganische dragers (zoals asfalt- of met kassei en natuursteen verharde wegen), waar te nemen valt (Advies ANSES vattings nr. 2018-SA-0237 betreffende « mise à jour des connaissances sur les méthodes et procédés d'inactivation du virus de la peste porcine africaine (PPA) ») ;

Overwegende dat de overlevingsduur van het virus, door de blootstelling aan klimaatgrillen en aan wegspoelen van organisch materiaal, bijgevolg veel korter is op wegen en met kassei en natuursteen verharde wegen dan dit in bossen en wouden het geval is ;

Overwegende dat dit verschil er dus voor zorgt dat de risicobeoordeling en de belangenafweging resulteert in een gedifferentieerde behandeling van de toegangen die enkel gebeuren via wegen en met kassei en natuursteen verharde wegen, met een laag risico, dan bij toegangen tot het bosmilieu op zich, waar het risico vele malen hoger is ;

Overwegende dat de landbouwactiviteiten hoofdzakelijk betrekking hebben op landbewerking en runderteelt ;

Overwegende dat de velden en weilanden waar deze activiteiten beoefend worden, in open milieu plaatsvinden, weg van het bosmilieu ;

Overwegende dat het verspreidingsrisico inzake Afrikaanse varkenspest wegens uitwerpselen van zieke wilde zwijnen die potentieel aanwezig zouden zijn op veld en wei als laag gelabeld wordt wegens de aard zelf van hun matrix en hun blootstelling aan klimaatgrillen buiten het bos ;

Overwegende dat een zeer beperkt aantal kadavers zijn aangetroffen in de nabijheid van met kassei en natuursteen verharde wegen en dat de waarschijnlijkheid dat het tot een contact komt beperkt is ;

Overwegende dat het niet-bestaan van de parameters inzake verspreiding, namelijk het bosmilieu, alwaar de incubatie plaatsvindt, en de gradiënt in de resistentie tegen het virus aantonen dat het risico op verspreiding van Afrikaanse varkenspest voor het uitoefenen van de landbouwactiviteiten laag is voor zover toegang tot veld en wei verkregen wordt via verharde wegen in kassei of natuursteen ;

Overwegende dat dit risico niet verhoogd wordt voor een veld of een weide, gelegen op een grondstuk toegankelijk via het bos over wegen in kassei of natuursteen ;

Overwegende, ten slotte, dat de landbouwactiviteiten er niet op gericht zijn een verspreidingsrisico inzake Afrikaanse varkenspest in te houden, naar niet-gecontamineerde beboste gebieden ;

Overwegende dat geen garantie gegeven kan worden op een nulrisico inzake verspreiding van Afrikaanse varkenspest door de uitoefening van dit soort activiteit, maar dat dit risico evenwel vermindert gelet op de persistentie en de resistentie van het virus in genoemd milieu, en op de verhoudingsgewijs genomen maatregelen ter voorkoming van de ziektespreiding ;

Overwegende dat het daartoe, en in deze specifieke context, te overwegen valt en passend is, mits de inachtneming van vastgestelde voorwaarden af te wijken van het algemeen verkeersverbod in bos en woud om een snelle hervatting van deze activiteiten mogelijk te maken ;

Overwegende dat de activiteiten zoals visteelt of visvangst zoals alle activiteiten van het landbouwtype, buiten het bosmilieu plaatsvinden ;

Overwegende dat er, hoewel bepaalde activiteiten zoals visteelt of visvangst plaatsvinden in koel en vochtig gebied, sprake is van een gebeuren aan de rand van aangelegde watervlakken waar menselijk bezoek en menselijke activiteiten regelmatig en verstoring zijn, waardoor deze plekken niet bepaald geliefd zijn bij potentieel aangetaste wilde zwijnen, die het rustige bosmilieu als sterfplek zullen verkiezen ;

Overwegende dat het besluit van de Waalse Regering van 8 december 2016 van de Waalse Regering betreffende de voorwaarden voor de opening en de nadere regels voor de beoefening van de visvangst daarnaast bepaalt dat de visvangst verboden is in de waterlopen in het gebied van levendige wateren die door bossen onder bosregeling lopen ;

Overwegende dat bewezen is dat de resistentie van het virus vanuit een gecontamineerd karkas aanzienlijk is ten opzichte van de fecaliën ;

Overwegende dat het risico dat een kadaver van een aangetast wild zwijn aangetroffen wordt op plaatsen waar dit soort activiteiten uitgeoefend wordt ten opzichte van het bosmilieu laag is ;

Overwegende dat menselijke activiteiten rondom gebieden van visvangst en visteelt de rust van het wild zwijn « in se » verstoren terwijl het wild zwijn eerder rustige vochtige gebieden zal opzoeken die gelegen zijn in zijn leefgebied ;

Overwegende dat de toegang tot dit soort activiteiten enkel via wegen en verharde wegen uit kassei en natuursteen gebeurt ;

Overwegende dat de verspreiding van het virus in het water overigens geen bewijsdragende verspreidingsparameter is, gelet op de oplossing ervan in een omvangrijk waterlichaam ;

Overwegende dat de garantie op een nulrisico voor de verspreiding van Afrikaanse varkenspest ten opzichte van de uitoefening van dit soort activiteit onmogelijk is, maar dat het risico wel bijna nul is door gereguleerde verplichtingen terzake ;

Overwegende dat deze activiteiten daarnaast onderworpen zijn aan de inachtneming van net dezelfde bereikbaarheidsvoorwaarden als voor landbouw ;

Overwegende dat het rekening houdend met deze verschillende parameters te overwegen valt en passend is van het algemeen verkeersverbod in bos en woud af te wijken om de hervatting van visteelt en visvangst mogelijk te maken ;

Overwegende dat een vergelijkbare redenering kan worden gemaakt voor cultureel en/of toeristisch waardevolle gebieden ;

Overwegende dat dit soort activiteiten, indien ze indoor plaatsvinden, zonder dwingende voorwaarden georganiseerd kunnen worden onder het voorbehoud dat de toegang tot de gronden, gelegen in bos of woud, gebeurt via wegen en verharde wegen ;

Overwegende dat als deze activiteiten outdoor plaatsvinden, dit niet in bosgebied mogelijk is ;

Overwegende dat het risico op verspreiding van Afrikaanse varkenspest als laag gelabeld wordt in toeristische logies op campings of in de open lucht, gelegen in of omsloten door bossen en wouden, daar het juist menselijke activiteit betreft ;

Overwegende dat, voor zover de toegang tot deze toeristische activiteit gebeurt via wegen en/of verharde wegen, het risico op verspreiding van de ziekte laag is ;

Overwegende dat het in deze omstandigheden te overwegen valt en passend is voor deze activiteiten af te wijken van het algemeen verkeersverbod in bossen om de activiteiten inzake cultuur en toerisme te laten hervatten mits de inachtneming van de gestelde voorwaarden ;

Overwegende dat de virale belasting « Afrikaanse varkenspest » in sommige gebieden, opgenomen in de tekstuele omschrijving in bijlage, gelegen in gecontamineerd gebied, ten gevolge van de aangenomen bestrijdingsmaatregelen, verminderd is ;

Overwegende dat het risico op verspreiding van het virus vanaf een weg of een pad door een gebruiker, bedoeld in de artikelen 20 en 21 van het decreet van 15 juli 2008 betreffende het Boswetboek, gemachtigd om dit soort weg te gebruiken, miniem is en als laag gelabeld staat in de gebieden omschreven in de tekstuele omschrijving in bijlage ;

Overwegende dat die beoordeling op een advies berust (sneladvies nr. 10-2019) betreffende de aanvullende beoordeling van risico op introductie van het virus van AVP in varkensfokkerijen, gepaard gaand met de heropening van de paden tot de wandelaars in zone II (wild gecontamineerd door AVP), vastgesteld door het wetenschappelijk comité van het FAVV (dossier SciCom nr. 2019/09), die er de voorwaarden van bindt aan de inachtneming van alle externe bioveiligheidsregels in de varkensfokkerijen, aan de voortzetting en de instandhouding van de beheersing van Afrikaanse varkenspest in het gecontamineerde gebied met dezelfde middelen en met het feit dat wandelaars gedetailleerde informatie krijgen en de gegeven of aangeplakte instructies volgen ;

Overwegende dat het wetenschappelijk comité van het FAVV, in dat advies, het risico onderzoekt over de gehele zone II, die door Europa is bepaald ;

Overwegende dat enkel een klein deel ervan niettemin, om redenen van voorzichtigheid en na een telling in het gecontamineerde gebied, toegankelijk gemaakt zou kunnen worden voor de gebruikers bedoeld bij de artikelen 20 en 21 van het decreet van 15 juli 2008 betreffende het Boswetboek ;

Overwegende dat een versoepeling van de maatregelen houdende een verkeersverbod in de bossen ten opzichte van deze gebruikers, die enkel van toepassing is op de wegen en paden die door de bossen en wouden lopen volgens de tekstuele omschrijving in de bijlage, niet van aard is om het doel en de absolute prioriteit, vastgesteld door de gewestelijke en federale overheid, namelijk het uitroeien van de ziekte, in de weg te staan;

Overwegende dat dit onderzoek gestaafd wordt door het onderzoek van ANSES (Agence nationale française de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement du travail), dat in een advies van 24 januari 2019 betreffende de beoordeling van de impact op de bossen van het risico op verspreiding van Afrikaanse varkenspest op het nationale grondgebied door de verstoring van de wilde zwijnen als gevolg van menselijke recreatie en bosuitbating, in punt « 3.4 Conclusions et recommandations du Gecu » geacht heeft, dat het onderzoek naar de verschillende verstoringfactoren bij wilde zwijnen een opdeling van menselijke activiteit of bosuitbating mogelijk maakt volgens de impact ervan, waardoor drie groepen van activiteiten onderscheiden kunnen worden al naar gelang ze in afnemende intensiteit van veroorzaakte verstoring opgedeeld kunnen worden :

- Groep 1 (de meest versturende activiteiten) : perceelsverjonging door inzet van tuigen, houtkap (omhakken van hoge bomen), uitsleping, paddestoelenpluk en oprapen van hertengeweien (in het laatste geval staat de verstoring in rechtstreekse verhouding tot de frequentie en de duur van deze activiteiten, met dus een bijzondere impact in het hoogseizoen);

- Groep 2 (7 gemiddeld versturende activiteiten) : quad, wandelaars met honden (zonder leiband), oriëntatiewandeling, opladen van stamstukken, houtmarkering, joggers met honden en fotografen;

- Groep 3 (5 activiteiten met een minder risico op verstoring) : groepen trekkers, natuurgidstochten, VTT'ers, joggers en ruiters ;

Overwegende dat de Waalse Overheidsdienst een publieke voorlichtingscampagne heeft gevoerd en verder blijft voeren door informatiefolders en -folders te verspreiden "La peste porcine africaine, agissons ensemble" en door een informatiecampaagne langs de mediakanalen te voeren;

Overwegende dat de beëdigde ambtenaren van het Bosbestuur zeer nauwgezette onderrichtingen inzake opgevoerd terreintoezicht hebben gekregen wat betreft de versoepelde bosverkeersmaatregelen ;

Overwegende dat die gekaderde, gerichte en beperkte toegangen niet meer dan een marginale impact zouden moeten hebben op de rust van het wild en de eventuele verspreiding van de zieke wilde zwijnen,

Besluit :

**Artikel 1.** In afwijking van de artikelen 19 tot 23 van het decreet van 15 juli 2008 betreffende het Boswetboek is het éénieder verboden zich in de bossen en wouden te verplaatsen buiten de wegen in de zin van artikel 2 van het Boswetboek aan de buitengrenzen van het buffergebied zoals omschreven in de bijlage bij het besluit van het Waals Gewest van 6 juni 2019 houdende verscheidene tijdelijke maatregelen ter bestrijding van Afrikaanse varkenspest bij wilde zwijnen.

De eventuele machtigingen tot toegang, verkregen op grond van voornoemde artikelen voor de inwerkingtreding van dit besluit, worden opgeschort.

Gemachtigd tot afwijking van het verbod van lid 1 zijn enkel, binnen de perken van de handelingen die strikt nodig zijn voor de beheersing van Afrikaanse varkenspest, o.a. het opsporen van nieuwe haarden, de vernietiging van wilde zwijnen en het verwijderen van karkassen van dood of gedood aangetroffen wilde zwijnen, en op voorwaarde dat zij de aanbevolen bioveiligheidsmaatregelen in acht nemen als bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 6 juni 2019 houdende verscheidene tijdelijke maatregelen ter bestrijding van Afrikaanse varkenspest bij wilde zwijnen : het personeel van het Departement Natuur en Bossen en van het Departement Onderzoek naar het Natuurlijk en Landbouwmilieu van de Waalse Overheidsdienst en iedere persoon, gemandateerd door deze departementen, de jachtrechthouders en hun beëdigde opzichters, de eigenaren, het personeel van Sanitair toezicht voor Wild in Wallonië, het personeel van de burgerbescherming, het personeel van diensten van de sanitaire ordehandhaving, het personeel van federale en lokale politie, het personeel van de administraties of van gespecialiseerde ondernemingen, belast met het installeren van een omheining om de verplaatsingen van wilde zwijnen in het gecontamineerde gebied te beperken.

Die personen is het verboden, een varkensfokkerij te betreden of in aanraking te komen met tamme varkens binnen de tweeënzeventig uur na iedere interventie in het gecontamineerde gebied.

**Art. 2.** In afwijking van artikel 1 worden de interventies die niet verband houden met de beheersing van Afrikaanse varkenspest en die een toegang, buiten de wegen om, tot de bossen en wouden in de omtrek van het gecontamineerde gebied vereisen, tegen volgende voorwaarden toegelaten:

1° de interventie wordt verricht in de uitoefening van hun ambt door de hulpdiensten, door de burgerbescherming, de politiediensten, de beambten en beheerders van de watertoevoernetten of gas- of elektriciteitsnetten, door de beambten van Infrabel en door de werknemers van mobiele telefonie-operatoren en door de beambten of afgevaardigden van gemeenschapsinfrastructuur of infrastructuur van openbaar nut;

2° behoudens spoedeisende gevallen waarbij mensenlevens in gevaar zijn, wordt van de interventie vooraf kennis gegeven aan de territoriaal bevoegde houtvester van het Departement Natuur en Bossen;

3° de rust van de bossen en de wouden wordt zo streng mogelijk nageleefd;

4° als er een toegang is buiten de verharde wegen, worden de ontsmettingsmaatregelen van het voertuig, het schoeisel en de uitrustingen na gebruik uitgevoerd overeenkomstig de richtlijnen van het Departement Natuur en Bossen;

5° bij het aantreffen van een kadaver van een wild zwijn, mag dit geenszins benaderd of aangeraakt worden en de territoriaal bevoegde houtvester van het Departement Natuur en Bossen wordt onmiddellijk verwittigd;

6° die personen, evenals hun voertuigen, is het verboden, een varkensfokkerij te betreden of, respectievelijk, binnen te rijden of in aanraking te komen met tamme varkens binnen de tweeënzeventig uur volgend op de ontsmettingsmaatregelen.

Als het Departement Natuur en Bossen vaststelt dat één van bovenvermelde voorwaarden niet is nageleefd, kan betrokkenen de toegang ontzegd worden.

**Art. 3.** In afwijking van artikel 1 worden de personen wier woonst gelegen is in de bossen en wouden in het besmette gebied en die niet over een toegang via een weg beschikken gemachtigd om zich buiten de wegen om tegen de volgende voorwaarden te verplaatsen:

1° de machtiging is beperkt tot de toegang tot deze woonst;

2° de toegang gebeurt via de meest rechtstreekse berijdbare weg;

3° van het gebruikte traject wordt schriftelijk kennis gegeven aan de territoriaal bevoegde houtvester van het Departement Natuur en Bossen;

4° de rust van de bossen en de wouden wordt zo streng mogelijk nageleefd;

5° als er een toegang is buiten de verharde wegen, worden de ontsmettingsmaatregelen van het voertuig en eventueel het schoeisel uitgevoerd overeenkomstig de richtlijnen van het Departement Natuur en Bossen;

6° bij het aantreffen van een kadaver van een wild zwijn, mag dit geenszins benaderd of aangeraakt worden en de bevoegde houtvester van het Departement Natuur en Bossen wordt onmiddellijk verwittigd;

7° de personen bedoeld bij dit artikel en hun voertuigen is het verboden een varkensbedrijf te betreden of, respectievelijk, binnen te rijden of in aanraking te komen met tamme varkens.

**Art. 4.** De eigenaars en bezetters die een terrein hebben gebruikt voor landbouw-, visteelt- of visserijdoeleinden omsloten door de bossen en wouden in het gecontamineerde gebied en die geen toegang hebben via een weg, maar door een verharde weg en die toegang ertoe wensen te hebben zonder dat voor hun interventie het einde van de verbodperiode afgewacht kan worden, dienen een voorafgaandelijke schriftelijke en gemotiveerde aanvraag in bij de territoriaal bevoegde houtvester van het Departement Natuur en Bossen. Laatstgenoemde kan een toegangsmachtiging verstrekken die minstens de inachtneming van volgende voorwaarden inhoudt:

1° de machtiging is beperkt tot de toegang tot dit omsloten terrein gebruikt voor landbouw-, visteelt- en visserijdoeleinden;

2° van het gebruikte traject wordt schriftelijk kennis gegeven aan de territoriaal bevoegde houtvester van het Departement Natuur en Bossen;

3° het is strikt verboden de verharde weg te verlaten voor het omsloten landbouwterrein bereikt te hebben ;

4° de rust van de bossen en de wouden wordt zo streng mogelijk nageleefd;

5° bij het aantreffen van een kadaver van een wild zwijn, mag dit geenszins benaderd of aangeraakt worden en de bevoegde houtvester van het Departement Natuur en Bossen wordt onmiddellijk verwittigd;

6° de personen bedoeld bij dit artikel, hun voertuigen en bedrijfstuigen is het verboden een varkensbedrijf te betreden of, respectievelijk, binnen te rijden of in aanraking te komen met tamme varkens binnen de tweeënzeventig uur volgend op iedere interventie op het omsloten landbouwterrein.

Als het Departement Natuur en Bossen vaststelt dat één van bovenvermelde voorwaarden niet is nageleefd, kan betrokkenen de toegang ontzegd worden.

**Art. 5.** In afwijking van lid 1 wordt het verkeer op de verharde wegen toegelaten voor de voertuigen gebruikt bij nachtelijke abundantie-inventarissen met het oog op de evaluatie van de afschotplannen voor diersoort hert, georganiseerd door het Departement Natuur en Bossen.

**Art. 6. § 1.** In afwijking van artikel 1 kan het verkeer in de zowel privé- als publieke bossen en wouden, buiten de wegen in de zin van artikel 2 van het Boswetboek voor de inventaris en het merken van de naaldbomen aangetast door de schorskever door de territoriaal bevoegde houtvester tegen volgende minimumvoorwaarden toegelaten worden:

1° de toegang tot de bestanden gebeurt zoveel mogelijk op de verharde wegen;

2° na afloop van iedere interventie worden het schoeisel en de uitrusting van de betrokkenen, evenals de voertuigen die de verharde wegen verlaten hebben, ontsmet overeenkomstig de instructies van het Departement Natuur en Bossen ;

3° bij het aantreffen van een kring van een wild zwijn, mag dit geenszins benaderd of aangeraakt worden en de territoriaal bevoegde houtvester van het Departement Natuur en Bossen wordt onmiddellijk verwittigd;

4° de betrokkenen, evenals hun voertuigen, is het verboden, een varkensfokkerij te betreden of in aanraking te komen met tamme varkens binnen de tweeënzeventig uur volgend op de ontsmettingsmaatregelen.

5° de resultaten van de inventaris van de door de schorskever aangetaste naaldbomen worden aan de houtvester overgemaakt.

De toelating bedoeld in lid 1 heeft niet automatisch het verstrekken van een machtiging tot uitbating van de betrokken bestanden als gevolg.

**§ 2.** In afwijking van artikel 1 kan het verkeer in de bossen en wouden, buiten de wegen in de zin van artikel 2 van het Boswetboek voor de exploitatie van de naaldbomen, aangetast door de schorskever, door de territoriaal bevoegde houtvester toegelaten worden.

De verrichtingen bedoeld in lid 1 dienen te gebeuren met inachtneming van volgende minimumvoorwaarden:

1° de toegang tot de bestanden gebeurt zoveel mogelijk op de verharde wegen;

2° het schoeisel en de uitrusting van de betrokkenen, evenals de voertuigen die de verharde wegen verlaten, worden ontsmet overeenkomstig de instructies van het Departement Natuur en Bossen ;

3° de ontsmetting van de voertuigen en bedrijfsstuigen gebeurt op kosten van Wallonië in het kader van een overheidsopdracht, door de Waalse Overheidsdienst gegund aan een gespecialiseerde firma;

4° bij het aantreffen van een kadaver van een wild zwijn, mag dit geenszins benaderd of aangeraakt worden en de territoriaal bevoegde houtvester van het Departement Natuur en Bossen wordt onmiddellijk verwittigd;

5° de betrokkenen, evenals hun voertuigen en bedrijfsstuigen, is het verboden, een varkensfokkerij te betreden of in aanraking te komen met tamme varkens binnen de tweeënzeventig uur volgend op de ontsmettingsmaatregelen.

De houtvester kan bij gemotiveerde beslissing de exploitatie van de bestanden bedoeld in lid 1, 1°, verbieden of opschorten.

**Art. 7.** In afwijking van artikel 1 kan het in de bossen en wouden langs de wegen en verharde wegen omgehakt en opgeslagen hout door hun eigenaar of diens bedienden weggehaald worden zonder dat de gebruikte tuigen de betrokken weg verlaten.

Van de interventie wordt vooraf kennis gegeven aan de territoriaal bevoegde houtvester.

**Art. 8.** In afwijking van artikel 1 kunnen de in de bossen en wouden omsloten cultureel en/of toeristisch waardevolle gebieden toegankelijk worden gemaakt na machtiging van de territoriaal bevoegde houtvester tegen volgende voorwaarden:

1° de toegang gebeurt enkel via verharde wegen die onder geen enkel beding verlaten mogen worden door de uitbaters, het personeel, de bezoekers en gebruikers van de cultureel en/of toeristisch waardevolle gebieden ;

2° er worden aangepaste verkeerstekens opgesteld door de uitbater van de cultureel en/of toeristisch waardevolle gebieden om dit verbod aanschouwelijk te maken ;

3° er wordt door de uitbater van de cultureel en/of toeristisch waardevolle gebieden aan de bezoekers informatie verstrekt over de risico's in verband met de Afrikaanse varkenspest en met de maatregelen die uitgevoerd dienen te worden om genoemde ziekte zo goed mogelijk in te perken;

4° de bezoekers van het cultureel en/of toeristisch waardevolle gebied, de uitbater, diens personeel en de voertuigen is het verboden een varkensfokkerij te betreden of in aanraking te komen met tamme varkens binnen de tweeënzeventig uur volgend op het bezoek van bedoelde gebieden.

**Art. 9.** In afwijking van artikel 1 kunnen de kampeerterrinen, gelegen in en omsloten door bossen en wouden, toegankelijk worden gemaakt tegen volgende voorwaarden :

1° de toegang gebeurt enkel via wegen en verharde wegen die onder geen enkel beding verlaten mogen worden door de uitbaters, het personeel, de bezoekers en gebruikers van het kampeertrein;

2° er worden aangepaste tekens aangebracht om dit verbod aanschouwelijk te maken ;

3° er wordt door de uitbater van het kampeertrein aan de bezoekers informatie verstrekt over de risico's in verband met de Afrikaanse varkenspest en met de maatregelen die uitgevoerd dienen te worden om genoemde ziekte zo goed mogelijk in te perken voor de bezoekers en de gebruikers van het kampeertrein;

4° de bezoekers van het kampeertrein, de uitbater van het kampeertrein, diens personeel en de voertuigen is het verboden een varkensfokkerij te betreden of in aanraking te komen met tamme varkens binnen de tweeënzeventig uur volgend op het bezoek van bedoelde gebieden.

**Art. 10.** In afwijking van artikel 1 is het voetgangersverkeer over de wegen en paden die door bossen en wouden heen lopen, gelegen in de omtrek van het gecontamineerd gebied zoals omschreven in de bijlage bij het besluit van de Waalse Regering van 6 juni 2019 houdende verscheidene tijdelijke maatregelen ter bestrijding van Afrikaanse varkenspest bij wilde zwijnen toegelaten in de delen van het gecontamineerd gebied omschreven volgens enkel de tekstuele omschrijving opgenomen als bijlage.

**Art. 11.** In afwijking van artikel 1 is het fietsersverkeer, het verkeer van trek- of lastdierbegeleiders, zadeldieren of fokdieren over paden met de bewegwijzering nodig voor deze gebruikers en over de wegen en paden die door bossen en wouden heen lopen, gelegen in de omtrek van het gecontamineerd gebied zoals omschreven in de bijlage bij het besluit van de Waalse Regering van 6 juni 2019 houdende verscheidene tijdelijke maatregelen ter bestrijding van Afrikaanse varkenspest bij wilde zwijnen toegelaten in de delen van het gecontamineerd gebied omschreven volgens enkel de tekstuele omschrijving opgenomen als bijlage.

Het verkeersverbod wordt eveneens opgeheven voor de gebruikers bedoeld in lid 1 op de voor deze gebruikers bewegwijzerde paden na toelating door de als dusdanig door territoriaal bevoegde houtvester van het Departement Natuur en Bossen en die niet door de bossen en wouden lopen van de delen van het gecontamineerd gebied zoals omschreven op de kaart in bijlage.

**Art. 12.** Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2019 en houdt op, uitwerking te hebben op 14 september 2019.  
Namen, 27 juni 2019.

R. COLLIN

## REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

### REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2019/13573]

**16 MAI 2019.** — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ouvrant la procédure de modification partielle, pour cause d'utilité publique, du plan régional d'affectation du sol en vue de permettre la réalisation du projet de réhabilitation de l'hippodrome d'Uccle-Boitsfort

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'article 39 de la Constitution coordonnée;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment son article 6, § 1<sup>er</sup>, 1, 1<sup>o</sup>;

Vu la loi spéciale relative aux institutions bruxelloises du 12 janvier 1989;

Vu le Code bruxellois de l'aménagement du territoire (ci-après le « CoBAT »), notamment ses articles 27, 175 et 188, alinéa 5, ainsi que son annexe D;

Vu le plan régional de développement durable (ci-après le « P.R.D.D »), adopté par arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 12 juillet 2018, et plus particulièrement la stratégie 1 de l'axe 1 et la stratégie 1 de l'axe 2;

Vu le plan régional d'affectation du sol (ci-après le « P.R.A.S. »), adopté par arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 mai 2001;

Vu l'arrêté royal du 2 décembre 1959 portant classement comme site de l'ensemble formé par la Forêt de Soignes et le Bois des Capucins;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 avril 2016 portant désignation du site Natura 2000 - BE1000001 : « La Forêt de Soignes avec lisières et domaines boisés avoisinants et la Vallée de la Woluwe - complexe Forêt de Soignes - Vallée de la Woluwe »

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 septembre 2002, lequel délimite trois zones de protection de captage;

Vu le caractère mixte du projet, les demandes de permis unique (permis d'urbanisme relatif au patrimoine protégé et d'environnement de classe 1A) introduites simultanément par la S.A. Drohme Exploitation le 21 octobre 2015, visant à aménager un parc de loisirs actifs sur le site de l'hippodrome d'Uccle-Boitsfort, afin d'y développer des activités culturelles, sportives, éducatives, de détente, événementielles et en lien avec la nature;

### BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2019/13573]

**16 MEI 2019.** — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot instelling van de procedure om het gewestelijk bestemmingsplan om redenen van openbaar nut gedeeltelijk te wijzigen teneinde het project voor de renovatie van de hippodroom van Ukkel-Bosvoorde te kunnen verwezenlijken

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op artikel 39 van de gecoördineerde Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 6, § 1, 1, 1<sup>o</sup>;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen;

Gelet op het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening (hierna het "BWRO"), inzonderheid op de artikelen 27, 175 en 188, vijfde lid en bijlage D;

Gelet op het gewestelijk plan voor duurzame ontwikkeling (hierna het "GPDO"), goedgekeurd bij besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 12 juli 2018, en in het bijzonder op strategie 1 van pijler 1 en strategie 1 van pijler 2;

Gelet op het gewestelijk bestemmingsplan (hierna het "GBP") goedgekeurd bij besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 3 mei 2001;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 december 1959 houdende bescherming van het geheel gevormd door het Zoniënwoud en het Capucijnenbos;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 14 april 2016 tot aanwijzing van het Natura 2000-gebied - BE1000001: "Het Zoniënwoud met bosranden en aangrenzende beboste domeinen en de vallei van de Woluwe - complex Zoniënwoud - Vallei van de Woluwe";

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19 september 2002 waarin drie beschermingszones rondom waterwin-gebied afgebakend worden;

Gelet op de gemengde aanvraag van stedenbouwkundige (gecombineerde vergunning) en milieuvergunning van klasse 1A, ingediend door de nv Drohme Exploitation op 21 oktober 2015 met het oog op de aanleg van een park voor actieve vrijetijdsbesteding op de site van de hippodroom van Ukkel-Bosvoorde teneinde er culturele, educatieve, sport- en ontspanningsactiviteiten te ontwikkelen, evenals activiteiten in verband met de natuur en evenementen;